



La Corporation des concessionnaires
d'automobiles du Québec
www.ccaq.com

Enregistrée selon ISO 9001:2008

Projet de loi n° 134
*Loi visant principalement à moderniser des règles relatives
au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de
règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et
les programmes de fidélisation*

Mémoire

Présenté à

La Commission des relations avec les citoyens

Par

La Corporation des concessionnaires d'automobiles du Québec

18 octobre 2017

Notre corporation représente quelque 870 concessionnaires d'automobiles et de camions lourds sur tout le territoire de la province, lesquels distribuent plus de 450 000 véhicules neufs et plus de 200 000 véhicules d'occasion annuellement. Aussi, la CCAQ se fait un devoir de collaborer activement avec les instances gouvernementales dans les dossiers d'intérêt commun, que ce soit l'électrification des transports, la protection du consommateur, la formation et la qualification de la main d'œuvre, l'environnement, etc.

Par ailleurs, afin d'assurer la qualité du service à la clientèle, la sécurité du public et le respect des droits des consommateurs, les concessionnaires membres de la CCAQ ont adopté un code d'éthique professionnel rigoureux auquel ils s'engagent à se conformer.

Consciente qu'un différend peut survenir à l'occasion, la CCAQ s'est associée à CAA-Québec afin de poursuivre cet objectif important, et ce, depuis 1998. L'objectif de ce programme est d'offrir aux membres de CAA-Québec un service gratuit de conciliation et, s'il y a lieu, de médiation. Ce programme suscite des échanges constructifs entre les concessionnaires membres de la CCAQ et les membres CAA-Québec qui ont présenté une demande. De plus, il permet à ces derniers de faire respecter leurs droits, et ce, dans de courts délais.

D'ailleurs, vous trouverez joints à la présente les différents commentaires et recommandations de la CCAQ relatifs aux dispositions du projet de loi en annexe 1, lesquels se limitent à traiter de celles qui touchent notre secteur d'activité. Nous comprenons que le législateur a adressé plusieurs situations concernant certains enjeux dans d'autres secteurs d'activité. À cet égard, nous saluons l'initiative du gouvernement de réglementer les prêts usuraires, les services de règlement de dettes et les programmes de fidélisation.

Crédit dans le domaine de l'automobile

D'entrée de jeu, la CCAQ est tout à fait en accord avec l'objectif du gouvernement de tenter d'éviter le surendettement des consommateurs québécois. Ceci étant exprimé, tel qu'en fait foi une enquête récente d'Equifax Canada, *Equifax Consumer Credit Trends - Automotive Vertical* que vous trouverez à l'annexe 2 et le communiqué de presse du 5 septembre 2017, que vous trouverez à l'annexe 3, il n'y a pas de problématique particulière actuellement dans le secteur du crédit lié à l'automobile. En fait, cette enquête dresse un portrait plutôt positif de l'état de la dette automobile chez les consommateurs canadiens. La dette automobile représente seulement 4 % de la dette de ménages au pays (voir page 9 du rapport). En excluant les prêts hypothécaires, la dette qui concerne les prêts automobiles ne représente que 11,7 % de la dette totale des ménages. Selon l'enquête, le Québec se situe avantageusement par rapport aux autres provinces canadiennes en ce qui a trait à la dette moyenne et au taux de délinquance. Le taux d'endettement général au Québec est d'ailleurs inférieur à celui des autres provinces. La dette générale moyenne, telle que calculée pour l'année 2017 (second trimestre de 2017), est de 18 907 \$, ce qui demeure tout à fait acceptable. Selon cette même source, le taux de délinquance au Québec est parmi les plus bas au Canada, soit 0,99 % et, si on le compare à celui de 2016, il a diminué de 6 %.

En bref, la gestion de la dette générale à la consommation se porte bien au Québec et celle afférente au crédit automobile se porte encore mieux. C'est pourquoi nous nous interrogeons sur l'opportunité d'adopter de nouvelles dispositions qui concernent l'évaluation de la capacité du consommateur d'exécuter les obligations découlant d'un contrat, alors que les statistiques dont nous disposons témoignent de la rigueur générale des prêteurs.

Considérant les constats dégagés de l'enquête d'Equifax, il est inutile d'envisager de telles dispositions dans le secteur de l'automobile qui ne feraient qu'ajouter une lourdeur administrative et réglementaire aux commerçants et aux prêteurs, et ce, sans valeur ajoutée pour le consommateur. À cet égard, nous vous référons à la politique gouvernementale sur l'allègement réglementaire et administratif jointe à l'annexe 4.

Disparité de traitement entre différents types de prêteurs

Nous nous questionnons également sur la pertinence et la légitimité de distinguer les différents types de prêteurs. À ce titre, nous croyons que la présomption dont il est fait état à l'article proposé 103.2 (voir pages 5 et 6 de nos commentaires à l'annexe 1) crée une disparité de traitement et une concurrence déloyale entre les prêteurs, ce qui aura pour conséquence indirecte de réduire l'offre de financement et de rendre les conditions de financement moins avantageuses, et ce, au détriment du consommateur.

Pouvoir réglementaire trop large

Nous sommes également inquiets de constater que les éléments qui concernent l'évaluation de la capacité du consommateur à rembourser le crédit demandé et le contrat de crédit à coût élevé seront ultérieurement définis par règlement. Il nous est donc impossible pour le moment de définir et d'analyser les éléments les plus cruciaux du projet de loi.

En espérant que nos commentaires seront pris en considération, nous vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

ANNEXES

- Annexe 1 : Commentaires de la CCAQ à l'égard du projet de loi 134
- Annexe 2 : Equifax Consumer Credit Trends - Automotive Vertical
- Annexe 3 : Communiqué de presse du 5 septembre 2017 émanant d'Equifax Canada
- Annexe 4 : Politique gouvernementale sur l'allègement réglementaire et administratif

ARTICLE LOI	DISPOSITION ACTUELLE	ARTICLE PL	DISPOSITION PROPOSÉE PAR LE PROJET DE LOI 134	COMMENTAIRES
	Loi sur la protection du consommateur			
70.	<p>Les frais de crédit doivent être déterminés en incluant leurs composantes dont, notamment:</p> <p>a) la somme réclamée à titre d'intérêt;</p> <p>b) la prime d'une assurance souscrite, à l'exception de la prime d'assurance-automobile;</p> <p>c) la ristourne;</p> <p>d) les frais d'administration, de courtage, d'expertise, d'acte ainsi que les frais engagés pour l'obtention d'un rapport de solvabilité;</p> <p>e) les frais d'adhésion ou de renouvellement;</p> <p>f) la commission;</p> <p>g) la valeur du rabais ou de l'escompte auquel le consommateur a droit s'il paye comptant;</p> <p>h) les droits exigibles en vertu d'une loi fédérale ou provinciale, imposés en raison du crédit.</p>	10.	<p>Les frais de crédit doivent être déterminés en incluant leurs composantes dont, notamment:</p> <p>a) la somme réclamée à titre d'intérêt;</p> <p>b) la prime d'une assurance souscrite, à l'exception de la prime d'assurance-automobile;</p> <p>c) la ristourne;</p> <p>d) les frais d'administration, de courtage, d'expertise, d'acte ainsi que les frais engagés pour l'obtention d'un rapport de solvabilité;</p> <p>e) les frais d'adhésion ou de renouvellement;</p> <p>f) la commission;</p> <p>g) la valeur du rabais ou de l'escompte auquel le consommateur a droit s'il paye comptant;</p> <p>h) les droits exigibles en vertu d'une loi fédérale ou provinciale, imposés en raison du crédit.</p>	Nous faisons nôtres les commentaires contenus aux pages 6 à 13 du mémoire de l'Association canadienne de financement et de location.
72.	<p>Le taux de crédit est l'expression des frais de crédit sous la forme d'un pourcentage annuel. Il doit être calculé et divulgué de la manière prescrite par règlement.</p> <p>Pour le calcul du taux de crédit dans le cas d'un contrat de crédit variable, on ne tient pas compte des composantes suivantes des frais de crédit:</p> <p>a) les frais d'adhésion ou de renouvellement; et</p>	11.	<p>Le taux de crédit est l'expression des frais de crédit sous la forme d'un pourcentage annuel. Il doit être calculé et divulgué de la manière prescrite par règlement.</p> <p>Pour le calcul du taux de crédit dans le cas d'un contrat de crédit variable, on ne tient pas compte des composantes suivantes des frais de crédit:</p> <p>a) les frais d'adhésion ou de renouvellement; et</p>	Nous faisons nôtres les commentaires contenus aux pages 6 à 13 du mémoire de l'Association canadienne de financement et de location.

Projet de loi n°134 Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation Le 18 octobre 2017				COMMENTAIRES DE LA CCAQ Le 18 octobre 2017	
ARTICLE LOI	DISPOSITION ACTUELLE	ARTICLE PL	DISPOSITION PROPOSÉE PAR LE PROJET DE LOI 134	COMMENTAIRES	
72.1	b) la valeur du rabais ou de l'escompte auquel le consommateur a droit s'il paye comptant. INEXISTANT	12.	<p>b) la valeur du rabais ou de l'escompte auquel le consommateur a droit s'il paye comptant.</p> <p><u>NOUVEL ARTICLE</u></p> <p><u>72.1.</u> Pour le calcul du taux de crédit, on ne tient pas compte des composantes suivantes des frais de crédit :</p> <p>a) la prime d'une assurance souscrite lorsqu'elle n'est pas exigée par le commerçant comme condition de conclusion du contrat;</p> <p>b) la prime de toute assurance couvrant un bien faisant l'objet du contrat de crédit ou un bien garantissant l'exécution des obligations du consommateur;</p> <p>c) les frais d'inscription à un registre de la publicité des droits.</p> <p>On ne tient également pas compte des composantes suivantes des frais de crédit :</p> <p>a) dans le cas d'un contrat de crédit variable :</p> <p>i. les frais d'adhésion ou de renouvellement;</p> <p>ii. la valeur du rabais ou de l'escompte auquel le consommateur a droit s'il paye comptant;</p> <p>iii. les frais pour une copie supplémentaire d'un état de compte;</p> <p>iv. les frais pour la personnalisation de l'apparence visuelle d'une carte de crédit;</p>	<p>Nous faisons nôtres les commentaires contenus aux pages 6 à 13 du mémoire de l'Association canadienne de financement et de location.</p>	

Projet de loi n°134 Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation Le 18 octobre 2017			COMMENTAIRES DE LA CCAQ
ARTICLE LOI	DISPOSITION ACTUELLE	ARTICLE PL	DISPOSITION PROPOSÉE PAR LE PROJET DE LOI 134 COMMENTAIRES
			<p>v. <u>les frais de remplacement d'une carte de crédit perdue ou volée;</u></p> <p>b) <u>dans le cas d'un contrat de crédit garanti par une hypothèque immobilière :</u></p> <p>i. <u>les frais et les honoraires professionnels liés à l'exécution du mandat confié au notaire;</u></p> <p>ii. <u>les frais de consultation des registres de la publicité des droits, de délivrance d'états certifiés des droits inscrits sur ces registres et de publication ou de radiation des droits sur ces mêmes registres;</u></p> <p>iii. <u>les honoraires professionnels versés pour établir ou confirmer la valeur, l'état, l'emplacement ou la conformité à la loi des biens hypothéqués, pourvu que le consommateur reçoive en retour un rapport signé par le professionnel et qu'il demeure libre de remettre ce rapport à des tiers;</u></p> <p>iv. <u>les frais résultant d'opérations effectuées relativement à un compte de taxes lié à un immeuble hypothéqué;</u> v. <u>la prime d'une assurance exigée par un assureur hypothécaire pour garantir un prêt hypothécaire;</u></p> <p>vi. <u>les sommes exigées à titre d'indemnité de remboursement anticipé.</u></p> <p><u>Un règlement peut prévoir, à l'égard d'un ou de plusieurs types de contrats de crédit, d'autres composantes des frais de crédit dont on ne tient pas compte pour le calcul du taux de crédit.</u></p>

Projet de loi n°134 Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation			COMMENTAIRES DE LA CCAQ Le 18 octobre 2017	
ARTICLE LOI	DISPOSITION ACTUELLE	ARTICLE PL	DISPOSITION PROPOSÉE PAR LE PROJET DE LOI 134	COMMENTAIRES
73.	Un contrat de prêt d'argent et un contrat assorti d'un crédit peuvent être résolus sans frais ni pénalité, à la discrétion du consommateur, dans les deux jours qui suivent celui où chacune des parties est en possession d'un double du contrat.	13.	<p>Un contrat de prêt d'argent et un contrat assorti d'un crédit peuvent être résolus sans frais ni pénalité, à la discrétion du consommateur, dans les deux jours qui suivent celui où chacune des parties est en possession d'un double du contrat.</p> <p><u>Un contrat de crédit à coût élevé, au sens de l'article 103.4, peut être résolu, dans les mêmes conditions, dans les 10 jours qui suivent celui où chacune des parties est en possession d'un double du contrat.</u></p>	<p>Le législateur introduit la notion de contrat de crédit à coût élevé. Nous comprenons les objectifs du législateur de vouloir protéger davantage le consommateur à ce niveau.</p> <p>Cependant, dans le secteur de l'automobile, certains consommateurs moins fortunés ont tout de même besoin d'un véhicule, entre autres pour leurs déplacements au travail. Le législateur doit tenir compte de cette clientèle particulière. Nous comprenons que les exigences seront définies par règlement. Il est regrettable que la définition du contrat de crédit à coût élevé se retrouve dans un règlement éventuel à être abordé, ce qui nous empêche de nous prononcer plus spécifiquement sur cette mesure.</p> <p>Nous sommes également d'opinion que dans le secteur de l'automobile, le délai de résolution doit se limiter à deux jours. Ce délai, qui est une faculté de dédit exceptionnelle dérogeant au principe du consensualisme, est amplement suffisant. Il ne faut pas que la faculté de dédit devienne une période d'essai de véhicule.</p>
76.	Le contrat est résolu de plein droit à compter de la remise du bien ou du capital net ou à compter de l'envoi de l'avis au commerçant ou à son représentant.	15.	Le contrat est résolu de plein droit à compter de la remise du bien ou du capital net la remise du bien, du capital net ou de la partie du crédit consenti déjà utilisée ou à compter de l'envoi de l'avis au commerçant ou à son représentant.	Nous ne comprenons pas l'objectif de cet amendement.
103.1. À 103.5.	INEXISTANTS	19.	<p><u>NOUVEAUX ARTICLES :</u></p> <p>103.1. Le consommateur qui a utilisé la totalité ou une partie du capital net d'un contrat de prêt d'argent pour payer en totalité ou en partie l'achat ou le louage d'un bien ou la prestation d'un service peut opposer au prêteur ou à son cessionnaire les moyens de défense qu'il peut faire valoir à l'encontre du commerçant vendeur, locateur, entrepreneur ou prestataire du service, lorsque le contrat de prêt a été conclu à l'occasion et en considération du contrat de vente</p>	

ARTICLE LOI	DISPOSITION ACTUELLE	ARTICLE PL	DISPOSITION PROPOSÉE PAR LE PROJET DE LOI 134 COMMENTAIRES
		<p><u>ou de louage d'un bien ou du contrat de service et que le commerçant et le prêteur ont collaboré en vue de l'octroi de ce crédit à ce consommateur.</u></p> <p><u>Le consommateur peut aussi, dans les circonstances décrites au premier alinéa, exercer à l'encontre du prêteur ou de son commissionnaire les droits qu'il peut faire valoir à l'encontre du commerçant vendeur, locateur, entrepreneur ou prestataire du service si ce dernier a cessé ses activités ou n'a pas d'actif au Québec, est insolvable ou est déclaré failli.</u></p> <p><u>Les premier et deuxième alinéa s'appliquent également, compte tenu des adaptations nécessaires, au consommateur qui a utilisé la totalité ou une partie du crédit consenti dans le cadre d'un contrat de crédit variable conclu à l'occasion et en considération d'un contrat de vente ou de louage d'un bien ou d'un contrat de service.</u></p> <p><u>0.1.—ÉVALUATION DE LA CAPACITÉ DE REMBOURSER LE CRÉDIT DEMANDÉ</u></p> <p><u>103.2. Avant de conclure un contrat de crédit avec un consommateur ou, si le contrat de crédit est un contrat de crédit variable, de consentir à l'augmentation de la limite de crédit, le commerçant doit évaluer la capacité du consommateur de rembourser le crédit demandé.</u></p> <p><u>Le commerçant qui tient compte, dans son évaluation, des renseignements déterminés par règlement est réputé satisfaire à cette obligation.</u></p> <p><u>Est également réputé satisfaire à cette obligation, le commerçant qui doit, en vertu de la Loi sur les assurances (chapitre A-32), de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3), de la Loi sur les sociétés de</u></p>	<p>103.2 : Dans nos précédents commentaires concernant le projet de loi 24, nous étions en désaccord avec l'introduction de cette nouvelle mesure. Le gouvernement se base sur de fausses prémisses. En effet, pour ce qui est du secteur de l'automobile, les prêteurs vérifient systématiquement la santé financière des consommateurs en leur faisant compléter une demande de crédit sur laquelle différentes informations sont demandées. Or, puisque la manière d'évaluer la capacité de payer est tributaire du règlement à venir, nous invitons le législateur à être très vigilant et à se limiter à reprendre les pratiques actuelles des prêteurs pour ne pas pénaliser notre secteur d'activité qui a déjà des pratiques de gestion saine et prudente et de saines pratiques commerciales en matière de crédit à la consommation.</p>

Projet de loi n°134 Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation			COMMENTAIRES DE LA CCAQ Le 18 octobre 2017	
ARTICLE LOI	DISPOSITION ACTUELLE	ARTICLE PL	DISPOSITION PROPOSÉE PAR LE PROJET DE LOI 134	COMMENTAIRES
			<p><u>fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.01) ou de la Loi sur les banques (Lois du Canada, 1991, chapitre 46), suivre des pratiques de gestion saine et prudente ou de saines pratiques commerciales en matière de crédit à la consommation.</u></p> <p><u>Lorsque le contrat est cédé à un autre commerçant après sa conclusion et que c'est ce dernier qui en a approuvé la conclusion, le commerçant cessionnaire est celui qui est tenu aux obligations du présent article et à qui s'appliquent les effets de l'article 103.3.</u></p> <p>103.3. Si le commerçant omet de faire l'évaluation prévue à l'article 103.2, il perd le droit aux frais de crédit. Il doit, le cas échéant, rembourser les frais de crédit que le consommateur a déjà payés.</p> <p>103.4. Avant de conclure un contrat de crédit à coût élevé avec un consommateur ou, si le contrat de crédit à coût élevé est un contrat de crédit variable, de consentir à l'augmentation de la limite de crédit, le commerçant doit remettre au consommateur par écrit, conformément aux modalités déterminées par règlement, un exemplaire des documents faisant état de l'évaluation qu'il a faite en vertu de l'article 103.2 et des informations relatives à son ratio d'endettement.</p> <p>Le commerçant qui ne se conforme pas au premier alinéa est réputé ne pas avoir fait l'évaluation prévue à l'article 103.2.</p> <p>Un contrat de crédit est considéré à coût élevé lorsqu'il possède les caractéristiques déterminées par règlement.</p>	<p>Nous nous questionnons sur la légitimité de la présomption que le législateur souhaite adopter en faveur de certaines institutions financières seulement. Cela crée une disparité de traitement qui porte atteinte aux sociétés de crédit affiliées aux constructeurs et diminue leur compétitivité, ce qui pourrait entraîner des conditions de crédit et promotions moins avantageuses pour les consommateurs.</p> <p>103.4 : Nous réitérons nos commentaires afférents à l'article 103.2.</p>

ARTICLE LOI	DISPOSITION ACTUELLE	ARTICLE PL	DISPOSITION PROPOSÉE PAR LE PROJET DE LOI 134	COMMENTAIRES
			<p><u>Le ratio d'endettement est l'expression du passif du consommateur sous la forme d'un pourcentage. Il est calculé de la manière prescrite par règlement.</u></p> <p><u>103.5.</u> Le consommateur qui conclut un contrat de crédit à coût élevé alors que son ratio d'endettement excède celui identifié par règlement est présumé avoir contracté une obligation excessive, abusive ou exorbitante au sens de l'article 8.</p>	
150.3.1.	INEXISTANT	38.	<p><u>NOUVEL ARTICLE :</u></p> <p><u>150.3.1.</u> Avant de conclure un contrat de louage à long terme avec un consommateur, le commerçant doit évaluer la capacité du consommateur d'exécuter les obligations découlant du contrat.</p> <p>Le commerçant qui tient compte, dans son évaluation, des renseignements déterminés par règlement est réputé satisfait à cette obligation.</p> <p><u>Lorsque le contrat est cédé à un autre commerçant après sa conclusion et que c'est ce dernier qui en a approuvé la conclusion, le commerçant cessionnaire est celui qui est tenu des obligations du présent article.</u></p>	<p>Nous réitérons nos précédents commentaires à ce sujet.</p> <p>Puisque la manière d'évaluer la capacité de payer est tributaire du règlement à venir, nous invitons le législateur à être très vigilant et à se limiter à reprendre les pratiques actuelles des prêteurs pour ne pas pénaliser notre secteur d'activité qui a déjà des pratiques de gestion saines et prudentes et de saines pratiques commerciales en matière de crédit à la consommation.</p>
224.	<p>Aucun commerçant, fabricant ou publicitaire ne peut, par quelque moyen que ce soit:</p> <p>a) accorder, dans un message publicitaire, moins d'importance au prix d'un ensemble de biens ou de services, qu'au prix de l'un des biens ou des services composant cet ensemble;</p> <p>b) sous réserve des articles 244 à 247, divulguer, dans un message publicitaire, le montant des paiements périodiques</p>	49.	<p>Aucun commerçant, fabricant ou publicitaire ne peut, par quelque moyen que ce soit:</p> <p>a) accorder, dans un message publicitaire, moins d'importance au prix d'un ensemble de biens ou de services, qu'au prix de l'un des biens ou des services composant cet ensemble;</p> <p><u>a.1) utiliser l'expression « prix coûtant » ou toute autre expression laissant croire qu'un bien est offert à la vente ou</u></p>	

ARTICLE LOI	DISPOSITION ACTUELLE	ARTICLE PL	DISPOSITION PROPOSÉE PAR LE PROJET DE LOI 134	COMMENTAIRES
	<p>à faire pour l'acquisition d'un bien ou l'obtention d'un service sans divulguer également le prix total du bien ou du service ni le faire ressortir d'une façon plus évidente;</p> <p>c) exiger pour un bien ou un service un prix supérieur à celui qui est annoncé.</p> <p>Aux fins du paragraphe c du premier alinéa, le prix annoncé doit comprendre le total des sommes que le consommateur devra déboursier pour l'obtention du bien ou du service. Toutefois, ce prix peut ne pas comprendre la taxe de vente du Québec, ni la taxe sur les produits et services du Canada. Le prix annoncé doit ressortir de façon plus évidente que les sommes dont il est composé.</p>	<p><u>à la location à un prix ou à une valeur au détail basé sur son coût pour le commerçant, sauf si cette expression fait référence à un prix ou à une valeur au détail représentant réellement le prix payé par le commerçant pour acquérir le bien;</u></p> <p>b) sous réserve des articles 244 à 247, divulguer, dans un message publicitaire, le montant des paiements périodiques à faire pour l'acquisition d'un bien ou l'obtention d'un service sans divulguer également le prix total du bien ou du service ni le faire ressortir d'une façon plus évidente;</p> <p>b) divulguer, dans un message publicitaire, le montant des versements périodiques à faire pour l'achat ou le louage à long terme d'un bien ou l'obtention d'un service sans divulguer également le prix total du bien ou du service ou, dans le cas du louage à long terme d'un bien, la valeur au détail du bien et sans faire ressortir ce prix ou cette valeur d'une façon plus évidente;</p> <p>c) exiger pour un bien ou un service un prix supérieur à celui qui est annoncé.</p> <p>Aux fins du paragraphe a.1 du premier alinéa, le prix réellement payé par le commerçant est celui qu'il a payé, déduction faite de tous les frais qu'il a payés mais qui lui sont remboursés.</p> <p>Aux fins du paragraphe c du premier alinéa, le prix annoncé doit comprendre le total des sommes que le consommateur devra déboursier pour l'obtention du bien ou du service. Toutefois, ce prix peut ne pas comprendre la taxe de vente du Québec, ni la taxe sur les produits et services du Canada. Le prix annoncé doit ressortir de façon plus évidente que les sommes dont il est composé.</p>	<p><u>à la location à un prix ou à une valeur au détail basé sur son coût pour le commerçant, sauf si cette expression fait référence à un prix ou à une valeur au détail représentant réellement le prix payé par le commerçant pour acquérir le bien;</u></p> <p>b) sous réserve des articles 244 à 247, divulguer, dans un message publicitaire, le montant des paiements périodiques à faire pour l'acquisition d'un bien ou l'obtention d'un service sans divulguer également le prix total du bien ou du service ni le faire ressortir d'une façon plus évidente;</p> <p>b) divulguer, dans un message publicitaire, le montant des versements périodiques à faire pour l'achat ou le louage à long terme d'un bien ou l'obtention d'un service sans divulguer également le prix total du bien ou du service ou, dans le cas du louage à long terme d'un bien, la valeur au détail du bien et sans faire ressortir ce prix ou cette valeur d'une façon plus évidente;</p> <p>c) exiger pour un bien ou un service un prix supérieur à celui qui est annoncé.</p> <p>Aux fins du paragraphe a.1 du premier alinéa, le prix réellement payé par le commerçant est celui qu'il a payé, déduction faite de tous les frais qu'il a payés mais qui lui sont remboursés.</p> <p>Aux fins du paragraphe c du premier alinéa, le prix annoncé doit comprendre le total des sommes que le consommateur devra déboursier pour l'obtention du bien ou du service. Toutefois, ce prix peut ne pas comprendre la taxe de vente du Québec, ni la taxe sur les produits et services du Canada. Le prix annoncé doit ressortir de façon plus évidente que les sommes dont il est composé.</p>	<p>Nouveau paragraphe b) : La location est un mode d'utilisation et non un mode d'acquisition, de sorte qu'il est non pertinent d'indiquer le prix total du bien ou sa valeur au détail.</p> <p>Nouvel alinéa du paragraphe c) : Pour ce qui est des concessionnaires automobiles, il est souvent impossible de déterminer à l'avance le prix coûtant au sens de la définition proposée, quel que soit le secteur du commerce à qui l'on s'adresse, chacun de ces secteurs d'activités peuvent recevoir de leur fabricant, distributeur, importateur ou autres, différentes formes de ristournes, compensation ou rétribution, montants qui sont souvent non connus au moment de la vente d'un bien au consommateur. Nous demandons donc que cette disposition ne soit pas adoptée.</p>

DISPOSITION ACTUELLE		ARTICLE PL	DISPOSITION PROPOSÉE PAR LE PROJET DE LOI 134	COMMENTAIRES
231.1	INEXISTANT	51.	<p><u>NOUVEL ARTICLE :</u></p> <p>231.1. Aucun commerçant, fabricant ou publicitaire ne peut, dans un message publicitaire concernant un bien ou un service déterminé et divulguant le prix ou la valeur au détail de ce bien ou de ce service, montrer une illustration du bien ou du service qui ne constitue pas une illustration fidèle de ce bien ou de ce service.</p>	Nous croyons légitime d'appliquer cette notion dans le cas de la vente d'un véhicule d'occasion, tel que le décret sur la vente de véhicules d'occasion le prévoit déjà. Cependant, en ce qui a trait aux véhicules neufs, nous considérons que la disposition peut être difficile à appliquer. Ainsi, à titre d'exemple, étant donné que les constructeurs d'automobiles investissent des sommes importantes dans la recherche et le développement des véhicules ainsi que dans leur mise en marché, il ne devrait pas être interdit d'annoncer un modèle plus équipé destiné à susciter l'intérêt du consommateur. La publicité pourrait contenir une mention lisible qu'il s'agit d'un modèle à titre indicatif seulement.
245.2	INEXISTANT	55.	<p><u>NOUVEL ARTICLE :</u></p> <p>245.2. Aucun commerçant ne peut conclure un contrat de crédit ou un contrat de louage à long terme de biens avec un consommateur, ou consentir à l'augmentation de sa limite de crédit, sans faire l'évaluation prévue à l'article 103.2 ou 150.3.1.</p>	Nous réitérons nos commentaires aux articles 19 et 38 du projet de loi.
251.1 et 251.2	INEXISTANTS	58.	<p><u>NOUVEL ARTICLE :</u></p> <p>251.2. Nul ne peut informer un agent de renseignements personnels, au sens de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1), de l'exercice par un consommateur d'un droit de résolution ou de résiliation prévu dans une loi dont l'Office est chargé de surveiller l'application ou transmettre à cet agent une information défavorable à ce consommateur concernant des sommes qui ne sont plus exigibles en raison de l'exercice de ce droit.</p> <p>Nul ne peut également informer un tel agent de l'absence de remboursement d'un prêt à la suite d'une ordonnance rendue par le tribunal en vertu de l'article 117.</p>	Nous sommes en désaccord avec cet article. Si cette mesure est adoptée, le législateur n'atteindra pas ses objectifs. Nous partageons la position de l'Association canadienne de financement et de location.



Equifax Consumer Credit Trends Automotive Vertical

Q1 2017

Equifax Canada Co.



CANADA OVERVIEW

Q1 2017



"It isn't time to throw a party, but it does suggest that the interest rate cuts we did two years ago have done their job, and that's important to us," .

Stephen Poloz, Governor, Bank of Canada

Executive Summary

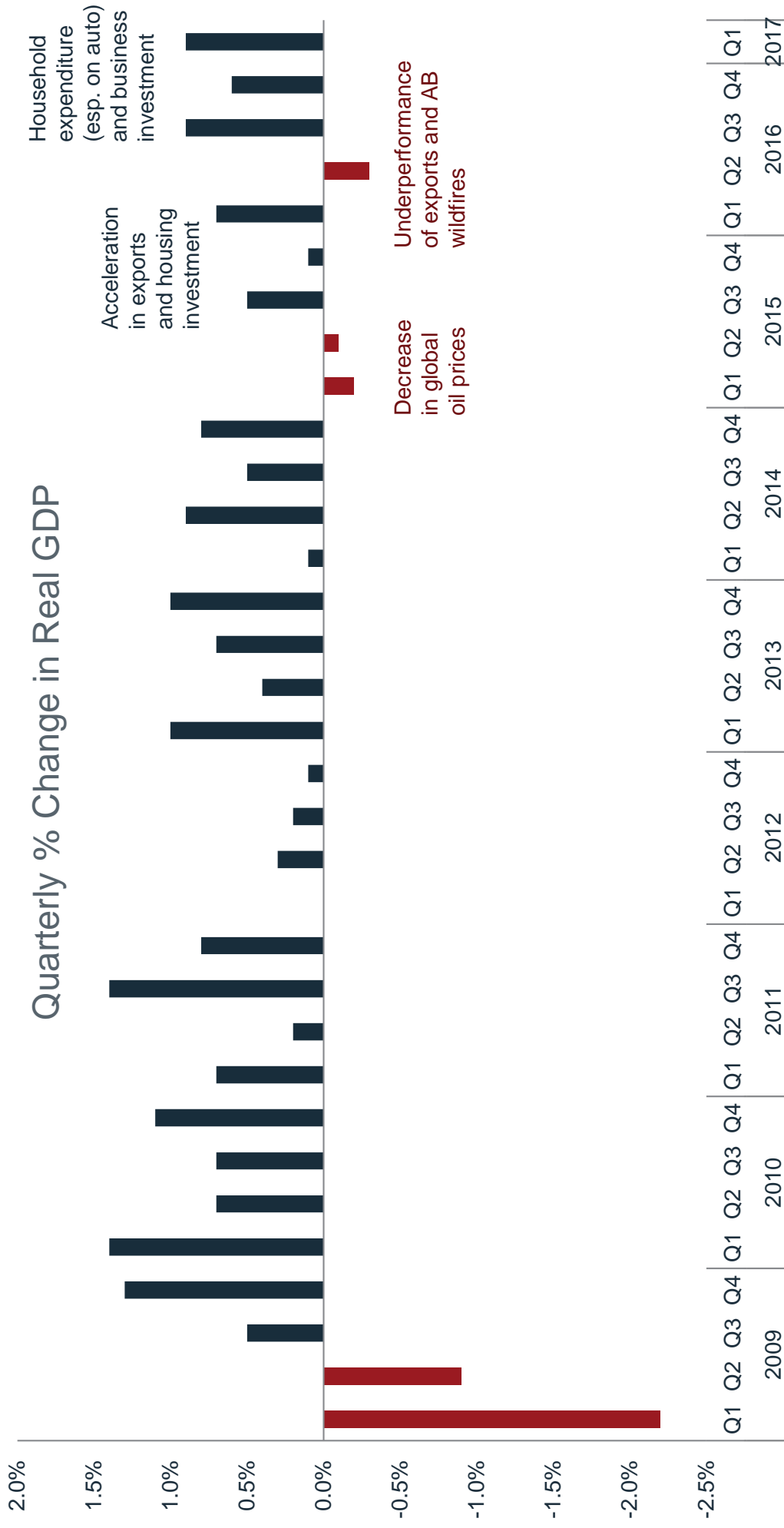
After a few bumps in performance, the state of the Canadian economy has been improving over the past three quarters.

Oil-producing regions are adjusting to the new reality of low oil prices and starting to show slower deterioration, there is more business investment and consumer spending continues to positively impact GDP. At the same time increasing debt is causing concerns related to sustainability, and exports as well as inflation are not where they need to be.

Overall, the future outlook is optimistic.

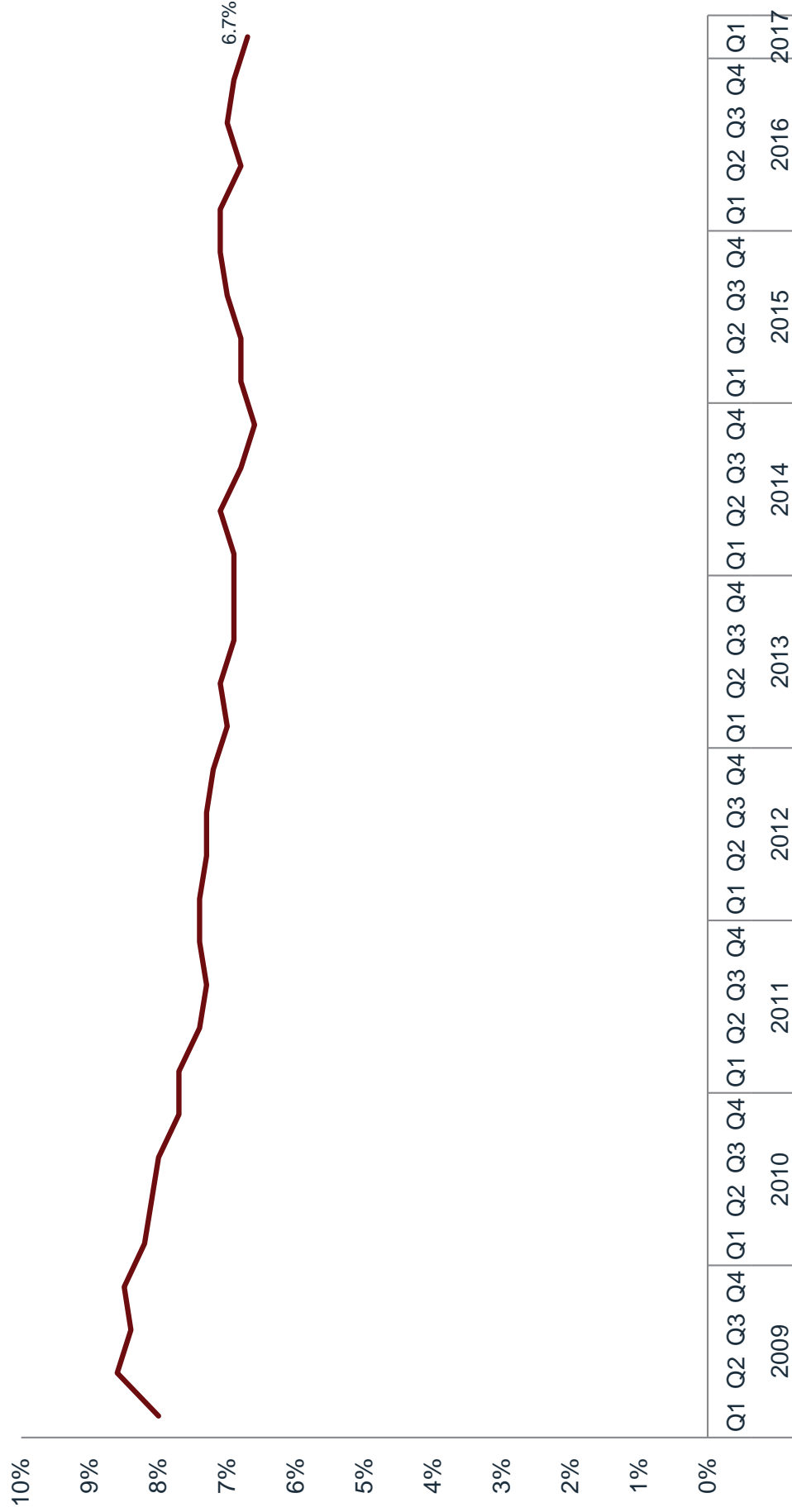


Gross Domestic Product Recovery Expected to Continue

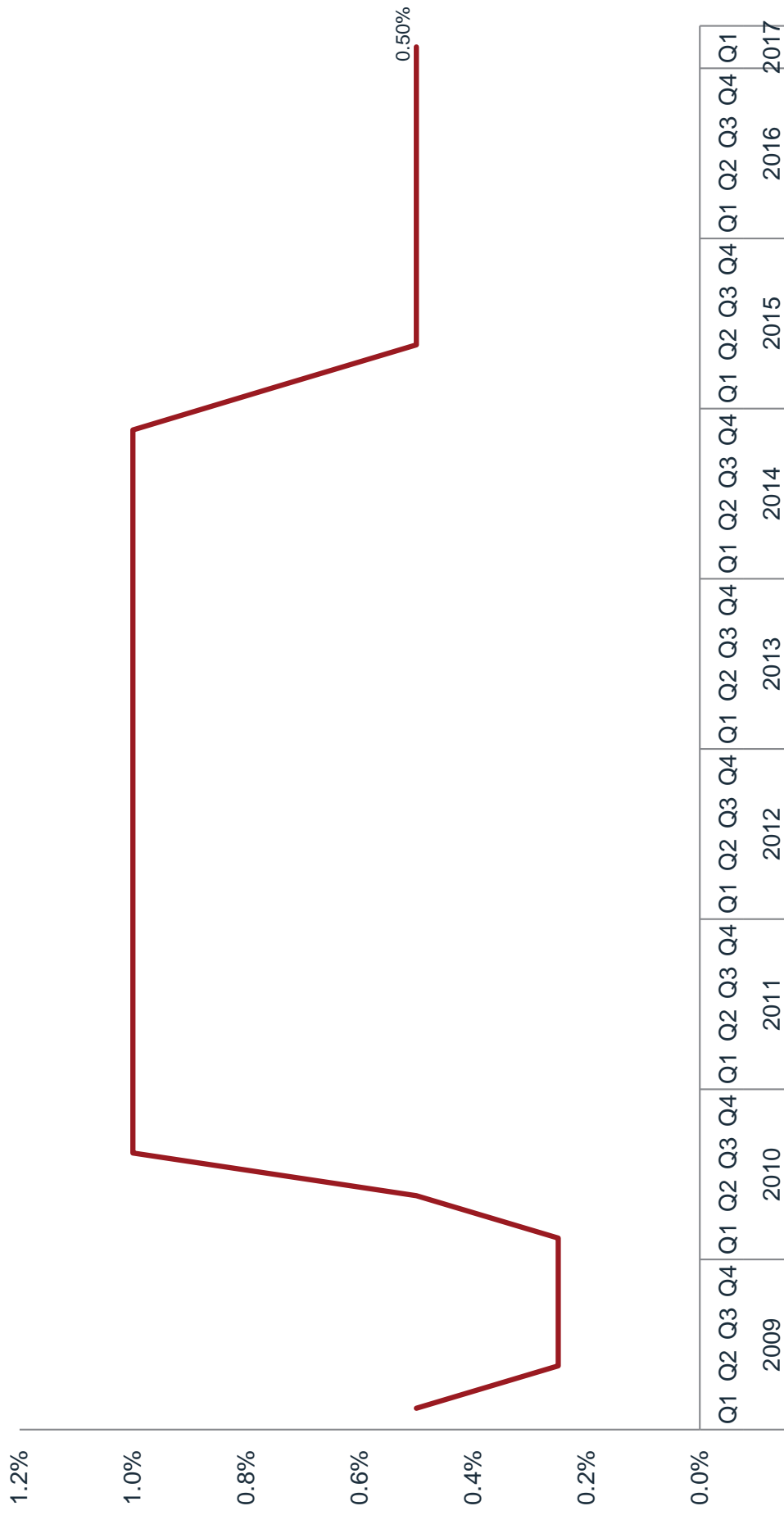


The Canadian economy is projected to return to full capacity by mid-2018

Unemployment Rate – Increases in ON, BC, MB and PEI



Interest Rates Continues Lower Trend, Helping Consumers Sustain Increased Debt



Source: Statistics Canada

AUTO CREDIT TRENDS

Q1 2017



Executive Summary

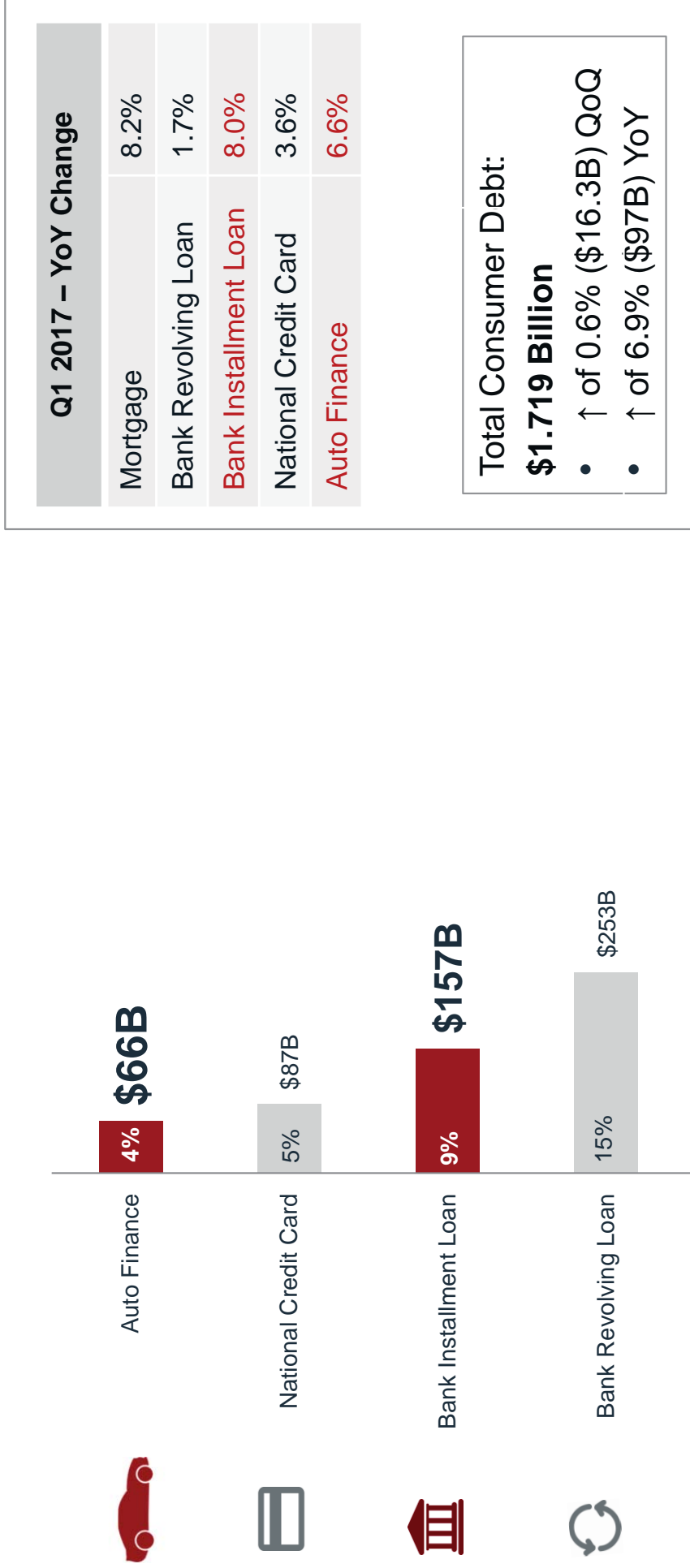
Canadian auto realized a record month in June, increasing 6.5% YoY and adjusting annualized sales projection to ~2.06 million units (from ~1.95 million units).

Light trucks represented almost 69% of the new vehicle market. Interestingly, pick-up sales increased 21% YoY – representing possible increasing activity related to the oil patch.

Auto debt continues to be manageable based on delinquency rates due to Canada's low interest rate environment.

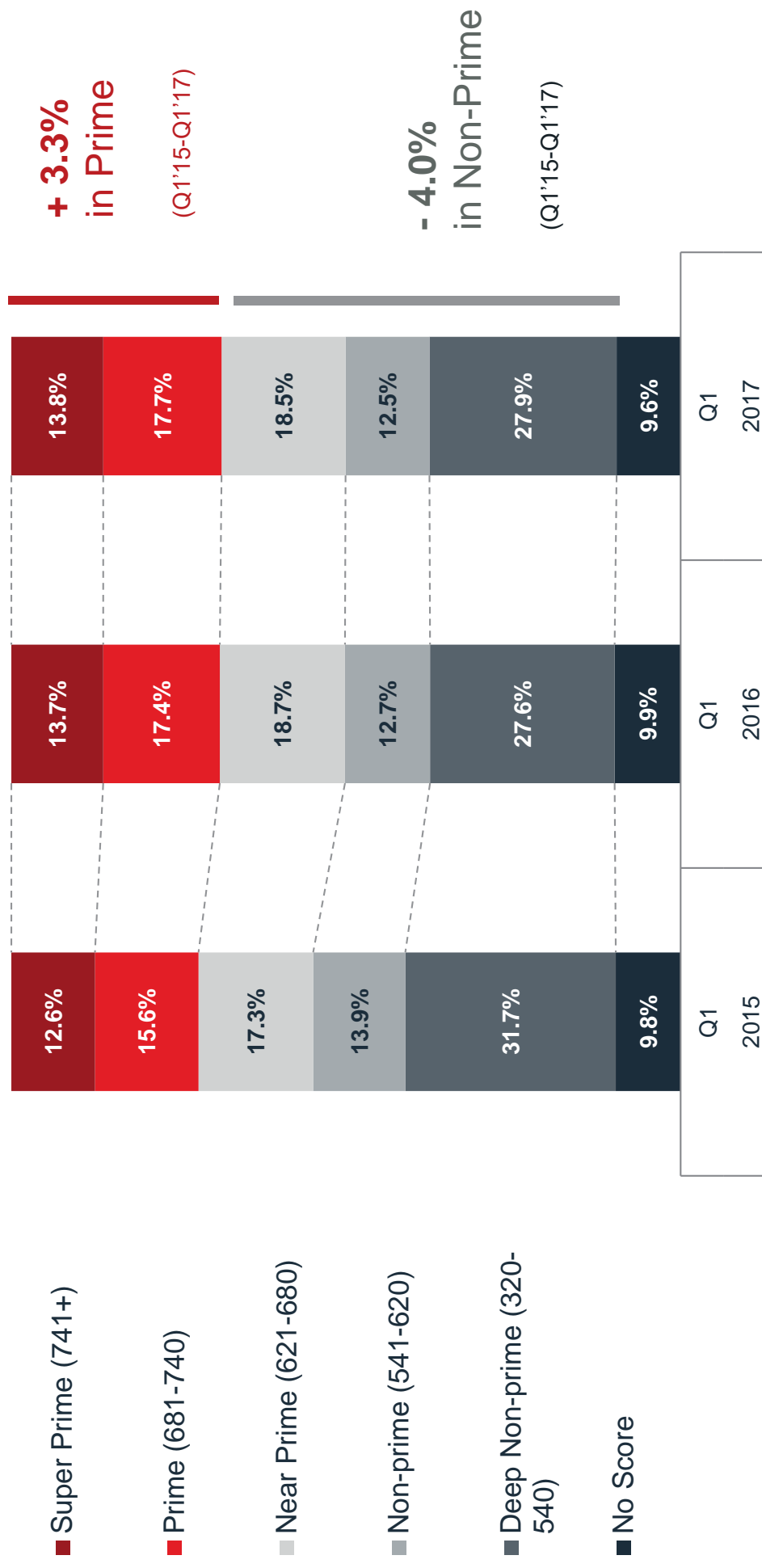


Canadian Consumer Debt Composition – Auto and Mortgages Driving Increases



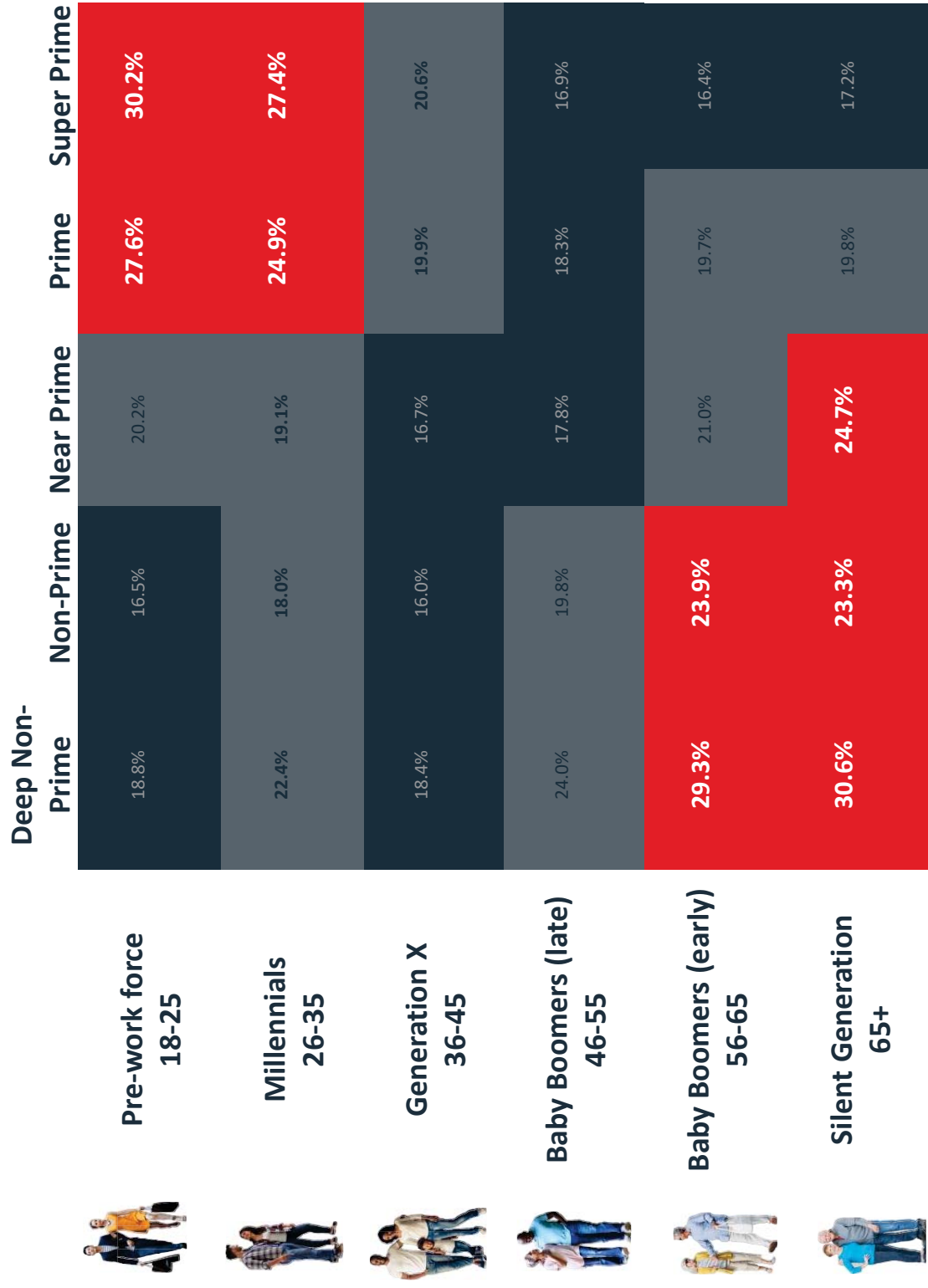
Source: Equifax Database as of Q1-2017

Auto: Inquires Over a 2 Year Period Show a Slight Shift Towards Prime Credit



Source: Equifax and DealerTrack Database as of Q1-2017; Consumers scored using Equifax's CRP3B (Consumer Risk Predictor); Auto defined as Captive and Non-Bank lenders

Auto: Inquiry YoY Changes Highlight Older Non-Prime and Younger Prime Customers



Source: Equifax Database as of Q1-2017 (* Pre-work force (18-25), Millennials (26-35), Generation X (36-45), Baby Boomers (46-65), Silent Generation (66+); Excludes files with no age and no score); Auto defined as Captive and Non-Bank lenders

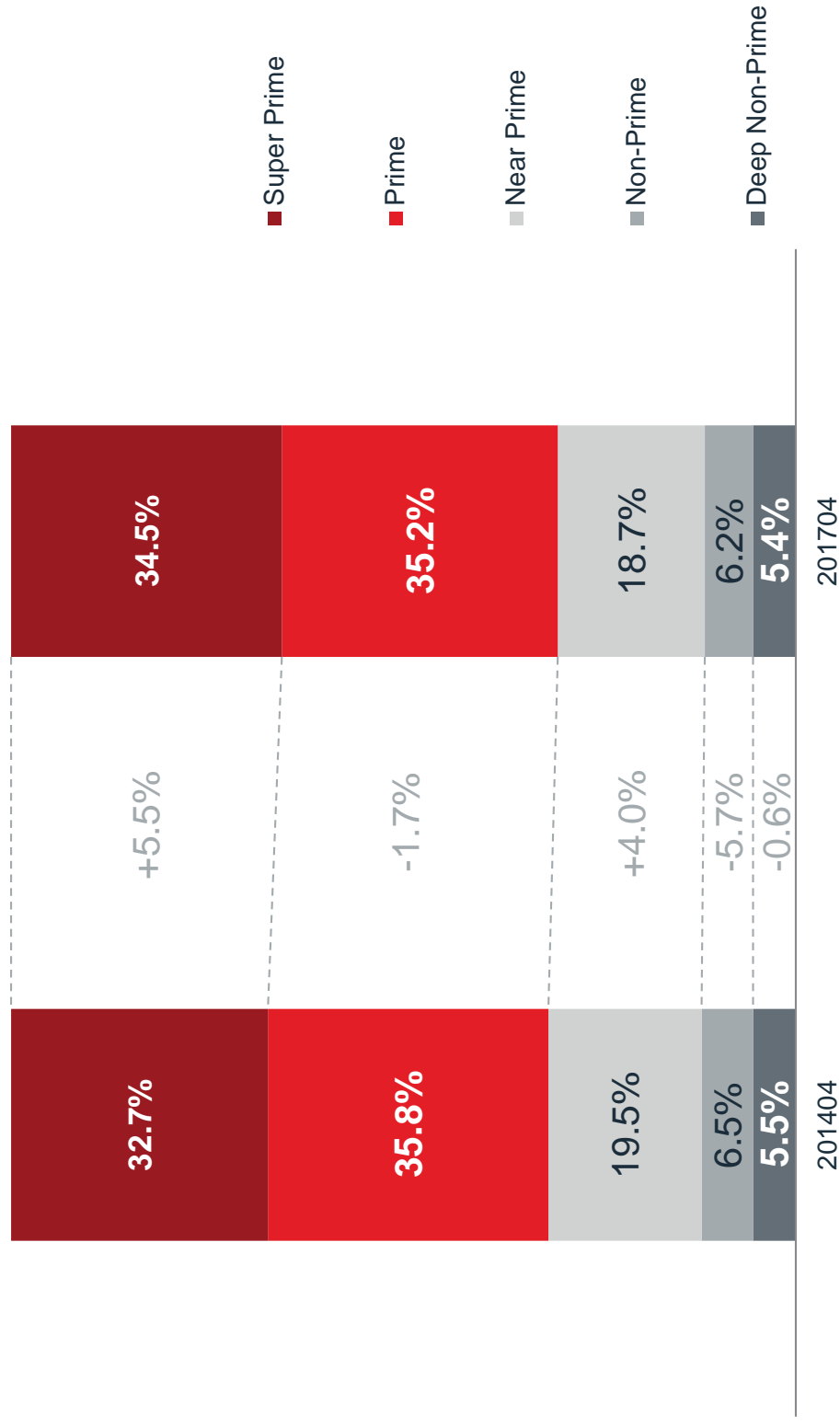
Auto: Inquiry Age Distributions within Credit Risk Tiers



As credit tiers improve, age segments move on spectrum from younger to older

Source: Statistics Canada, 2011 Census – Canada population weighted distribution; Equifax Database as of Q1-2017 (* Pre-work force (18-25), Millennials (26-35), Generation X (36-45), Baby Boomers (46-65), Silent Generation (66+); Excludes files with no age and no score); Auto defined as Captive and Non-Bank lenders

Auto: New Origination Distribution Shows **Increases** in Super Prime and Near Prime Credit Tiers (3 year period)



However, only moderate movement in non-prime and prime split over the past 3 years
 (Q1'14: 31.5%:68.5% Q1'17: 30.3%:69.7%, respectively)

Auto and Bank: Average Amount Financed by Credit Risk Tier

Captives / Non-Bank Lenders

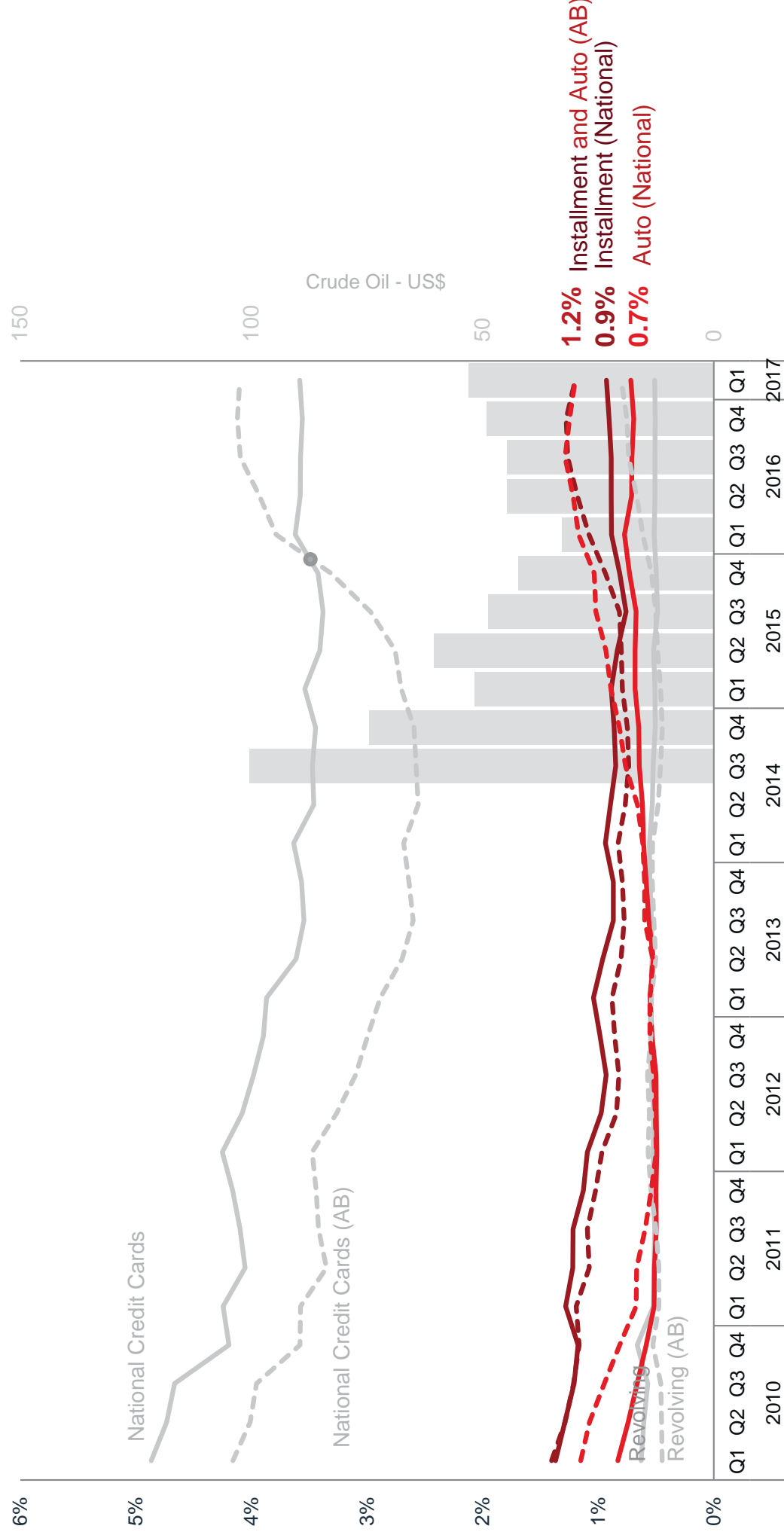
\$22,238	+15%	\$25,543	+10%	\$28,185
\$20,434	+17%	\$23,817	+10%	\$26,222
\$19,293	+17%	\$22,577	+11%	\$25,171
\$18,519	+19%	\$22,017	+14%	\$25,022
\$18,126	+17%	\$21,187	15%	\$24,332
201104		201404		201704

Bank Installment Loans

\$25,868	+5%	\$27,245	+5%	\$28,610
\$26,125	+4%	\$27,262	+4%	\$28,350
\$24,814	+4%	\$25,701	+5%	\$26,989
\$22,312	+4%	\$23,315	+3%	\$24,073
\$20,908	+1%	\$21,203	-5%	\$20,204
201104		201404		201704

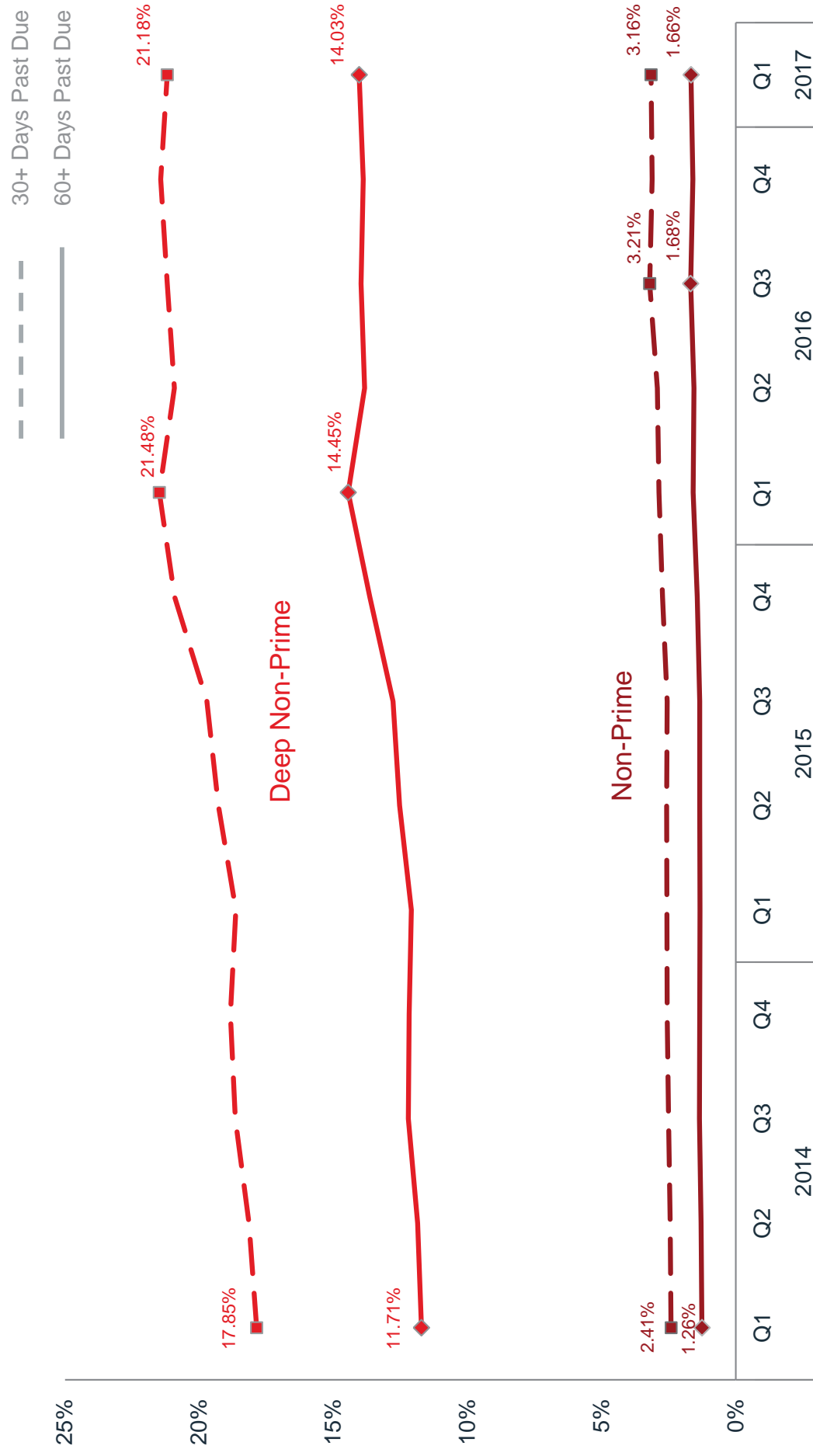
On average, Captives / Non-Bank Lenders show to be more conservative vs Banks in the Near-Prime and above tiers

National Delinquency by Debt Classification and Crude Oil Prices



Source: Equifax Database as of Q1-2017 and www.indexmundi.com; Auto defined as Captive and Non-Bank lenders; delinquency rates based on \$

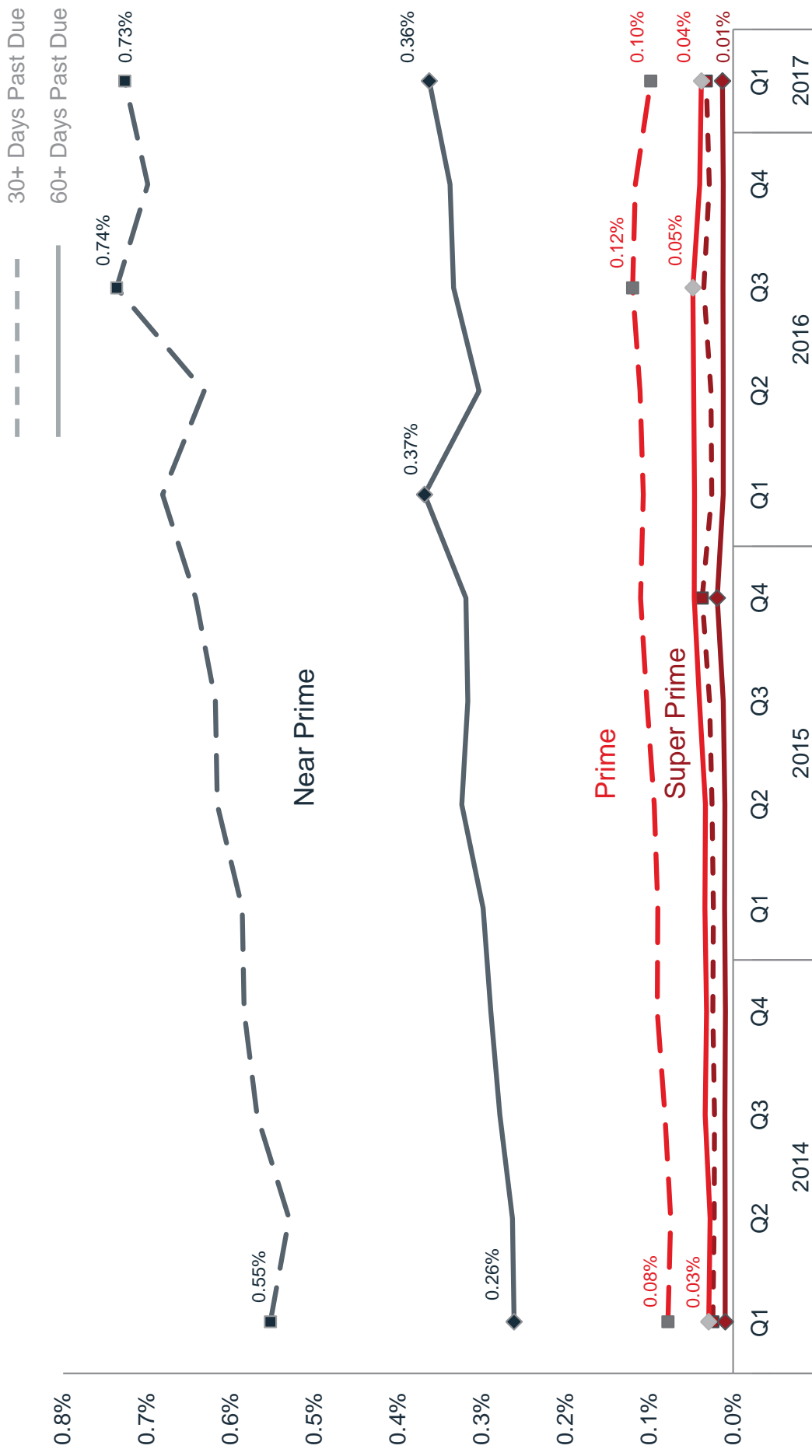
Auto: Deep Non-Prime and Non-Prime Delinquency



Non-Prime and lower-tier auto delinquencies are down slightly from their 3 year high point

Source: Equifax Database as of Q1-2017; delinquency rates based on \$ and based on max rate

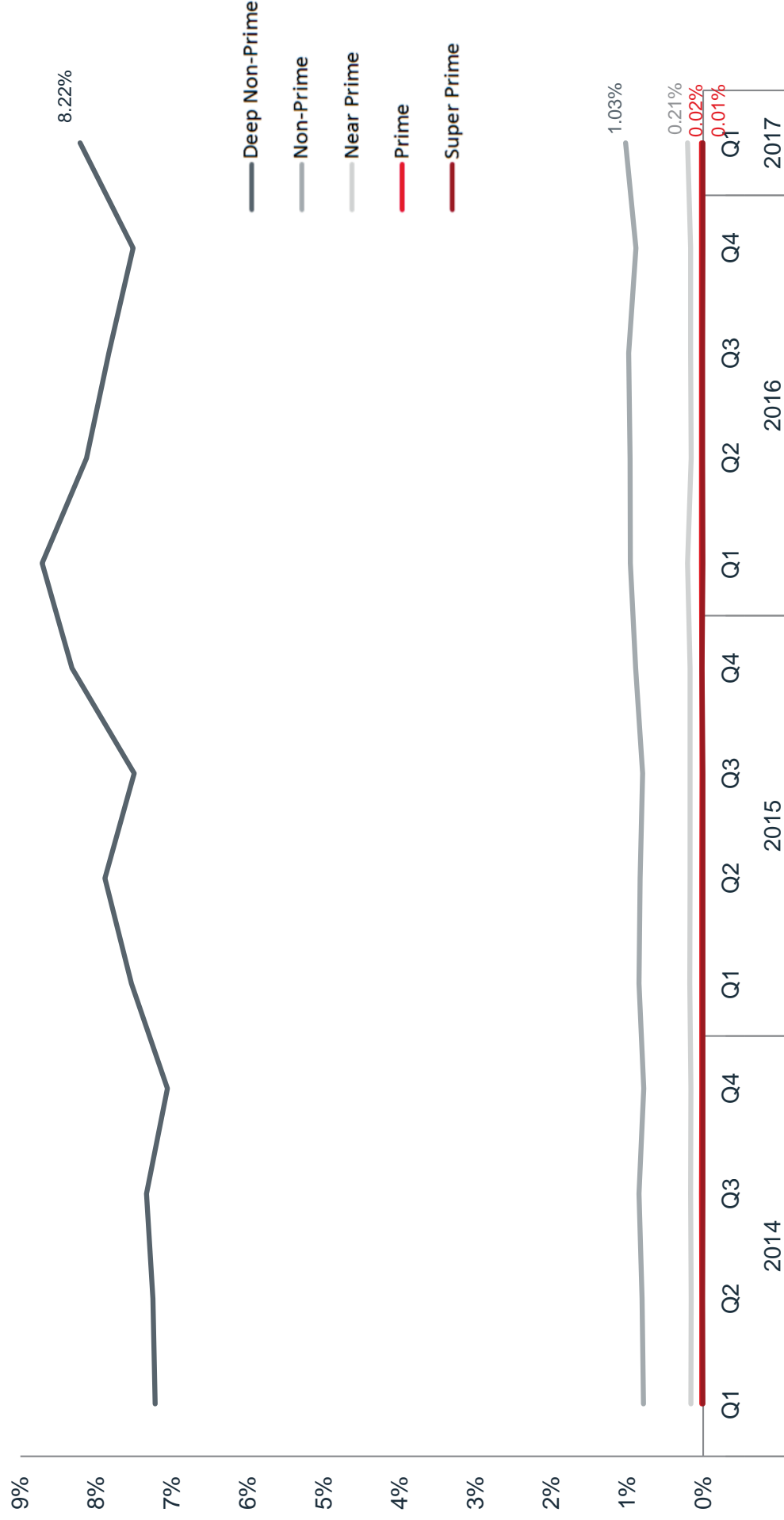
Auto: Near Prime, Prime and Super Prime Delinquency



Near-Prime auto delinquency appears to be rising over the past 4 quarters

Source: Equifax Database as of Q1-2017; delinquency rates based on \$ and based on max rate

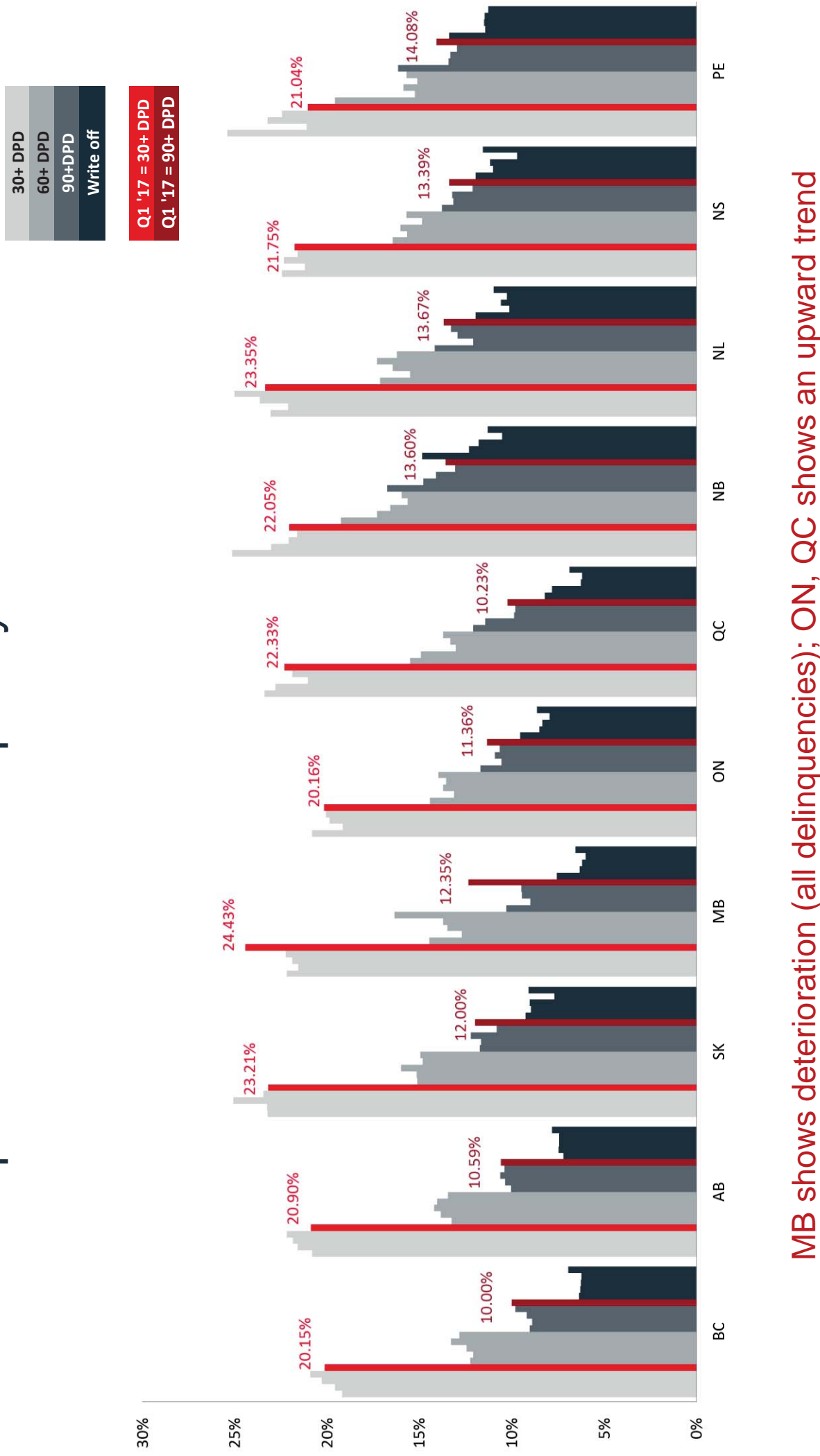
Auto: Credit Risk Tier Charge-off Rates (rating 7, 8 or 9)



Charge-offs in Near-Prime auto and lower tiers appear to experience a slight uptick QoQ

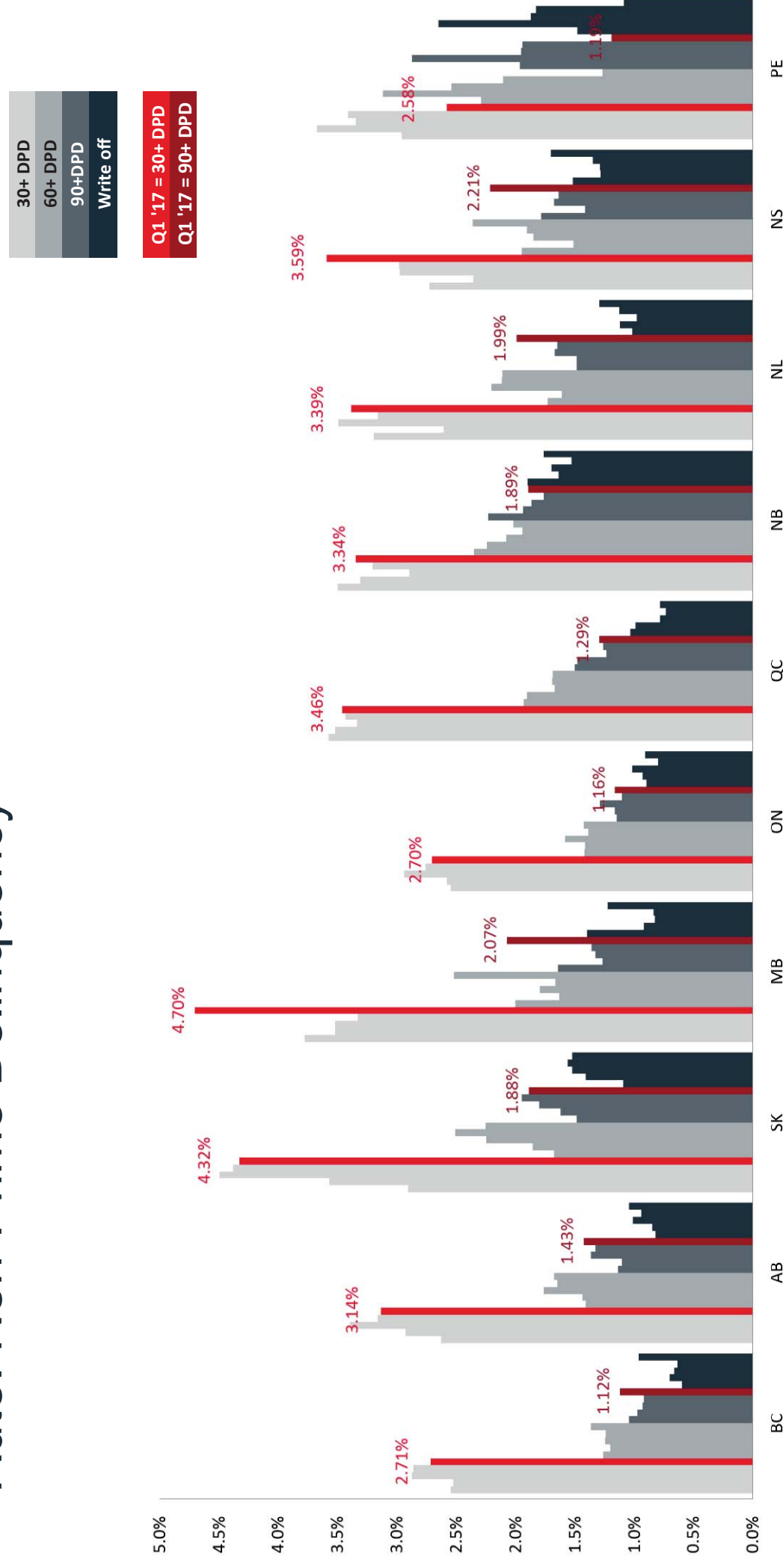
Source: Equifax Database as of Q1-2017; delinquency rates based on \$ and based on max rate

Auto: Deep Non-Prime Delinquency



Source: Equifax Database as of Q1-2017; delinquency rates based on \$ and based on max rate

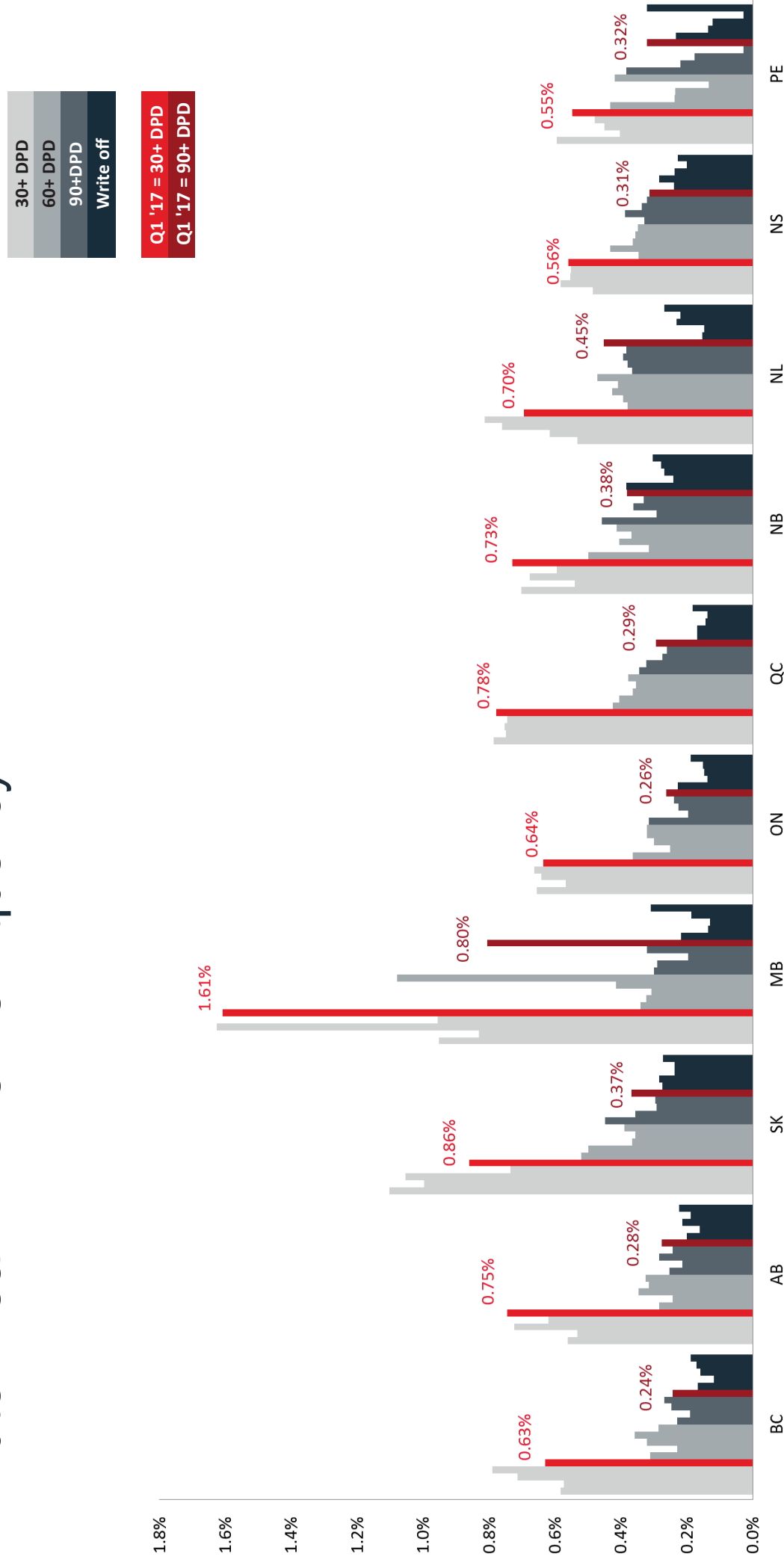
Auto: Non-Prime Delinquency



MB shows deterioration (all delinquencies); QC, NB, NL, NS shows a delinquent trend (30+, 90+)

Source: Equifax Database as of Q1-2017; delinquency rates based on \$ and based on max rate

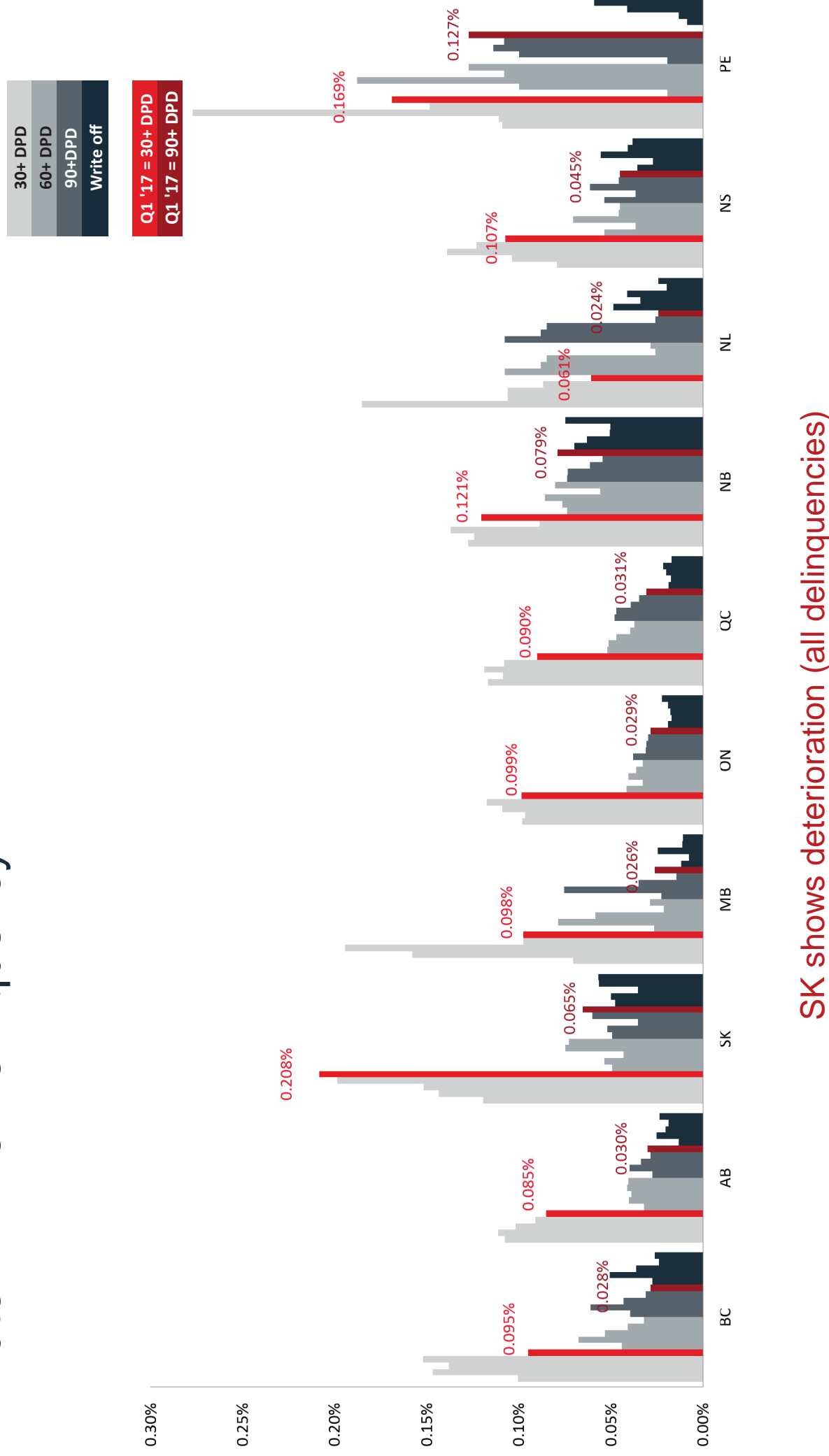
Auto: Near-Prime Delinquency



MB, PE show deterioration (all delinquencies); also AB, SK, QC, NB, NL

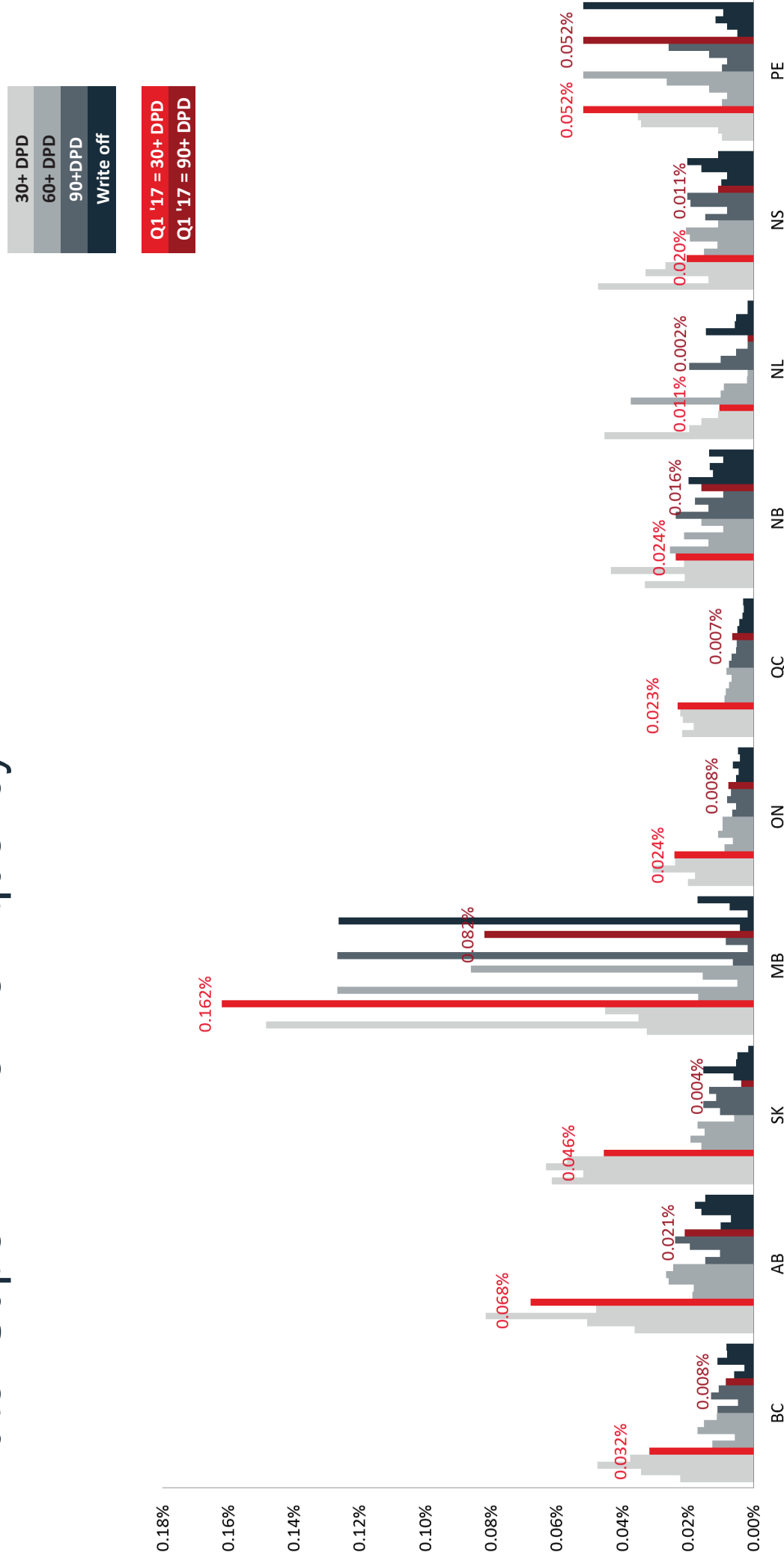
Source: Equifax Database as of Q1-2017; delinquency rates based on \$ and based on max rate

Auto: Prime Delinquency



Source: Equifax Database as of Q1-2017; delinquency rates based on \$ and based on max rate

Auto: Super-Prime Delinquency

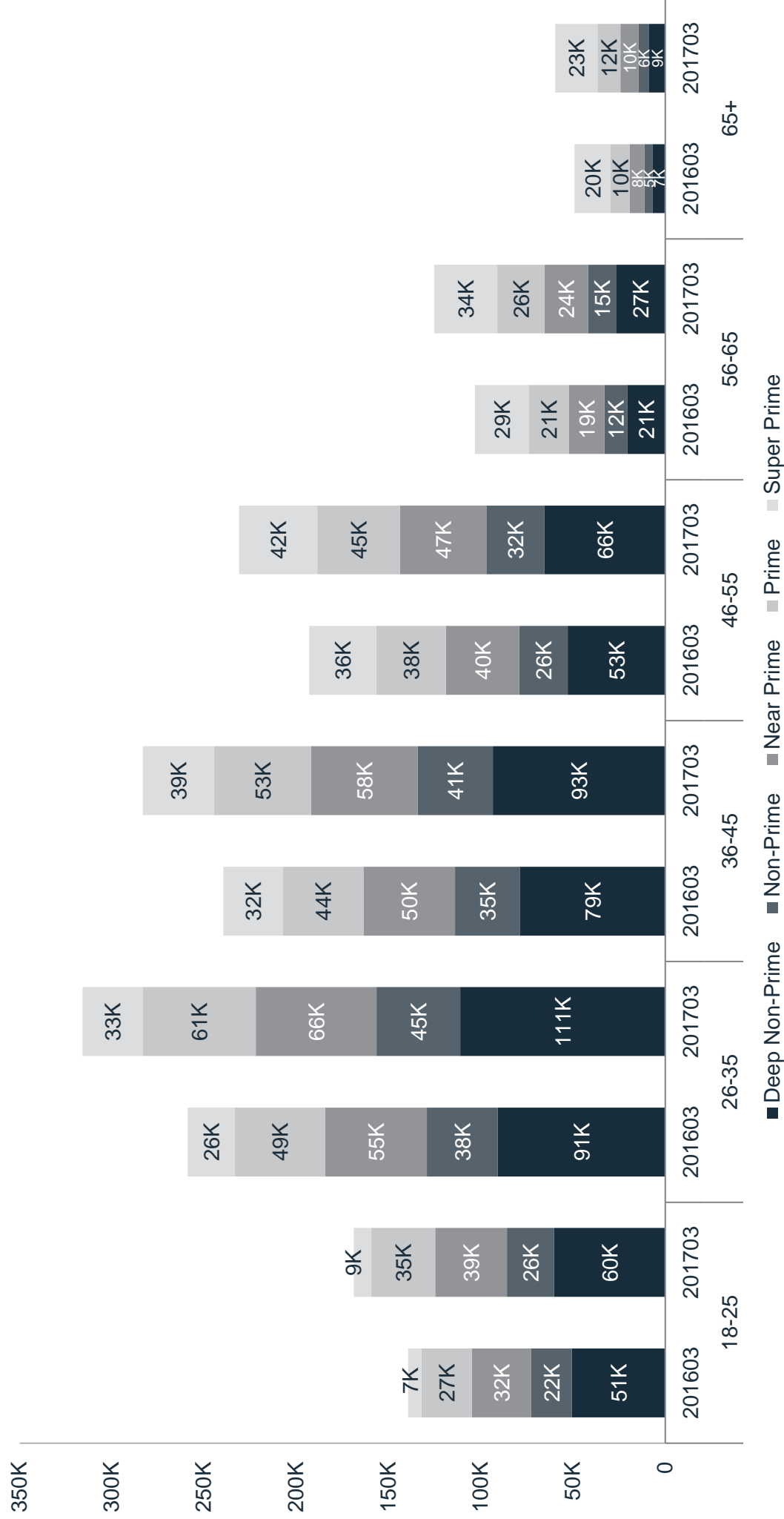


PE shows deterioration (all delinquencies); also AB, MB

APPENDIX



Auto Inquiries by Credit Risk and Age YoY (Q1 '16 vs Q1 '17)



Source: Equifax Database as of Q1-2017

Hausse des dettes à la consommation plus forte en Ontario, plus faible dans l'Ouest du Canada

 [Email this page](#) |  [Print page](#) |  [Share this page](#)

TORONTO, ONTARIO--(Marketwired - 5 sept. 2017) - Les consommateurs de l'Ontario augmentent leur endettement plus rapidement que dans toute autre province, alors que ceux de l'Est du Canada ont considérablement réduit leurs dépenses selon le Rapport des tendances de crédit à la consommation d'Equifax Canada pour le T2 de 2017.

Comparativement au second trimestre de 2016, la dette à la consommation totale à l'échelle du Canada (incluant les hypothèques) a grimpé à 1,769 milliard de dollars à l'échelle nationale en hausse par rapport au 1,666 milliard de dollars il y a un an, soit une hausse de 6,2 pour cent. Si on exclut les hypothèques de l'équation, la dette à la consommation moyenne en Ontario a augmenté de 5,1 pour cent pour la même période - la hausse la plus élevée au pays. À l'inverse, la Saskatchewan et l'Alberta ont connu les augmentations les plus faibles à 1,7 pour cent et à 1,8 pour cent respectivement.

« Le désir de contracter plus de dettes est assurément plus élevé en Ontario. » explique Regina Malina, directrice principale des Données et analyses à Equifax Canada. « Même confrontés à une augmentation potentielle des taux d'intérêt, les consommateurs de partout au pays continuent d'emprunter et de dépenser dans une certaine mesure. Leur capacité générale à rembourser cet argent à temps reste cependant stable. Alors que les taux d'intérêt augmentent graduellement et que le coût des emprunts augmente aussi, cette tendance pourrait avoir une incidence dans le temps. »

En fait, les taux de délinquance qui étaient déjà faibles vont dans la bonne direction dans chaque province comparativement aux tendances précédentes. En Alberta, le taux de délinquance n'a augmenté que de 1,7 pour cent comparativement à il y a un an, suivant deux années d'augmentations trimestrielles plus importantes. L'Ontario, l'Île-du-Prince-Édouard et la Colombie-Britannique ont connu des délinquances plus faibles avec des diminutions de 8,1 pour cent, de 10,6 pour cent et de 9,8 pour cent respectivement.

Au second trimestre de 2017, la dette à la consommation moyenne (excluant les dettes hypothécaires) est passée à 22 595 \$ et le taux général de délinquance a baissé à 1,09 pour cent. Selon le classement des dettes, le secteur des prêts à tempérament, des prêts hypothécaires et des prêts automobiles a augmenté de façon marquée à 8,7 pour cent, 6,9 pour cent et 5,9 pour cent sur 12 mois, respectivement.

D'un point de vue de l'âge, les taux de délinquance sont également en retrait pour chaque groupe d'âge allant des milléniaux âgés de 18 à 25 (-5,3 pour cent) jusqu'aux aînés (-7,3 pour cent). Le groupe des 65 ans et plus a aussi connu la hausse la plus élevée de la dette moyenne (4,3 pour cent) alors que les milléniaux ont connu la plus faible hausse (1,7 pour cent).

« Les aînés continuent de nous surprendre par la façon dont ils gèrent leurs dettes. » explique Madame Malina. « Ils ajoutent à leurs dettes, ce qui devrait normalement être préoccupant. Cependant, ils n'ont aucun problème à faire leurs paiements. De même, il est encourageant de voir que les milléniaux améliorent leurs relations avec les dettes et respectent leurs paiements. »

Analyse par province - Dette (excluant les hypothèques) et les taux de délinquance*

	Dette moyenne (T2 2017)	Changement de la dette moyenne sur 12 mois (T2 2017 comparé au T2 2016)	Taux de délinquance (T2 2017)	Changement dans le taux de délinquance sur 12 mois (T2 2017 comparé au T2 2016)
Ontario	22 671 \$	5,1%	0,98%	-8,1%
Québec	18 907 \$	2,3%	0,99%	-6,0%
Nouvelle-Écosse	22 504 \$	2,5%	1,70%	1,2%
Nouveau-Brunswick	23 221 \$	3,0%	1,69%	0,9%
Île-du-Prince-Édouard	22 448 \$	2,9%	1,33%	-10,6%
Terre-Neuve	23 627 \$	2,4%	1,53%	18,6%
Région de l'Est	22 973 \$	2,6%	1,63%	3,7%
Alberta	28 240 \$	1,8%	1,41%	1,7%
Manitoba	18 536 \$	1,9%	1,28%	6,5%
Saskatchewan	24 690 \$	1,7%	1,35%	10,9%
Colombie-Britannique	24 026 \$	2,1%	0,87%	-9,8%
Région de l'Ouest	25 037 \$	1,8%	1,16%	-1,2%
Canada	22 595 \$	3,3%	1,09%	-4,2%

Analyse par ville - Dette (excluant les hypothèques) et les taux de délinquance*

	Dette moyenne (T2 2017)	Changement de la dette moyenne sur 12 mois (T2 2017 comparé au T2 2016)	Taux de délinquance (T2 2017)	Changement dans le taux de délinquance sur 12 mois (T2 2017 comparé au T2 2016)
Calgary	29 261 \$	2,4%	1,20%	4,6%
Edmonton	27 224 \$	2,0%	1,48%	4,8%

Halifax	23 732	\$	1, 5%	1, 47%	-0, 8%
Montréal	17 370	\$	1, 6%	1, 23%	-5, 0%
Ottawa	21 914	\$	2, 8%	0, 96%	-2, 3%
Toronto	21 599	\$	5, 6%	1, 16%	-7, 6%
Vancouver	25 232	\$	4, 0%	0, 70%	-12, 7%
St. John's	25 236	\$	2, 1%	1, 46%	22, 4%
Fort McMurray	37 831	\$	1, 1%	1, 70%	5, 9%

Analyse par tranche d'âge - Dette (excluant les hypothèques) et les taux de délinquance*

	Dette moyenne (T2 2017)	Changement de la dette moyenne sur 12 mois (T2 2017 comparé au T2 2016)	Taux de délinquance (T2 2017)	Changement dans le taux de délinquance sur 12 mois (T2 2017 comparé au T2 2016)
18-25	8 345 \$	1,7%	1,67%	-5,3%
26-35	17 365 \$	3,1%	1,58%	-3,7%
36-45	27 261 \$	3,0%	1,28%	-2,5%
46-55	33 532 \$	4,0%	0,94%	-3,7%
56-65	28 566 \$	3,5%	0,82%	-5,1%
65+	15 651 \$	4,3%	0,88%	-7,3%
Canada	22 595 \$	3,3%	1,09%	-4,2%

*Les données du Rapport des tendances de crédit à la consommation d'Equifax Canada pour le T2 de 2017, y compris les scores, sont tirées d'Equifax Canada, le référentiel de la majorité des opérations de crédit qui se déroulent au Canada. Il y a plus de 25 millions de dossiers à la consommation uniques à Equifax. Le volume des opérations pour les données est évalué à 105 millions par mois. L'information fournie dans le présent rapport a été ajustée pour assurer que les données trimestrielles reflètent les résultats du dernier mois à chaque trimestre.

À propos d'Equifax®

Equifax stimule l'avenir financier des personnes et des organisations du monde entier. S'appuyant sur les forces combinées de données, technologies, analyses innovantes uniques et fiables, Equifax est passée du statut de société de crédit à la consommation à celui de fournisseur leader de renseignements et de connaissances, capables d'aider ses clients à prendre des décisions éclairées. La société structure, assimile et analyse les données de plus de 820 millions de consommateurs et de plus de 91 millions d'entreprises dans le monde et ses bases de données comprennent les données d'employés fournies par plus de 7 100 employeurs.

Equifax, dont le siège social est à Atlanta en Géorgie a des investissements ou des exploitations dans 24 pays en Amérique du Nord, en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Europe et dans la région Asie-Pacifique. La société fait partie de l'indice Standard & Poor's (S&P) 500®. Les actions ordinaires de l'entreprise se négocient à la Bourse de New York sous le symbole EFX. Equifax compte quelque 9 900 employés à travers le monde.

Parmi ses accomplissements notables, l'entreprise a été classée 13e sur la liste de l'American Banker FinTech Forward (2015); nommée fournisseur technologique supérieur sur la liste des 100 de FinTech (2004-2015); nommée une des lauréates du InformationWeek Elite 100 (2014-2015); reconnue comme étant l'un des 20 meilleurs employeurs par l'Atlanta Journal Constitution (2013-2017); nommée une des entreprises les plus admirées dans le monde par Fortune (2011-2015); nommée comme étant l'une des 100 entreprises les plus innovantes dans le monde par Forbes (2015-2017). Pour plus d'information, visitez www.equifax.com.

SELECT Public Relations
Andrew Findlater
(416) 659-1197
afindlater@selectpr.ca

Equifax Canada
Tom Carroll
Relations avec les médias
(416) 227-5290
MediaRelationsCanada@equifax.com

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF – POUR UNE RÉGLEMENTATION INTELLIGENTE (DÉCRET 925-2017)

PRÉAMBULE

La réglementation est un outil essentiel qui permet à l'État de réaliser sa mission. Toutefois, le respect des lois et des règlements de même que le temps alloué aux formalités administratives engendrent des coûts pour les entreprises et accaparent des ressources humaines qui pourraient être utilisées à des fins plus productives. Le fardeau cumulatif de la réglementation peut ainsi entraîner des effets défavorables sur la croissance économique, la création d'emplois, l'investissement, l'innovation et la compétitivité des entreprises, ce qui est contraire aux principes de développement durable.

Avec cette politique, le gouvernement se dote de moyens et d'outils qui permettent de « mieux réglementer » et de contrer le fardeau réglementaire et administratif imposé aux entreprises. Il contribue ainsi à maintenir un environnement d'affaires favorable à leur développement.

À cet égard, la présente politique est basée sur les meilleures pratiques de réglementation et s'inspire notamment du concept de « réglementation intelligente ».

Défini à la fin des années 1990 et au cours des années 2000, le concept de « réglementation intelligente » consiste à élaborer la réglementation de façon à faciliter l'activité économique tout en protégeant l'intérêt public.

DÉFINITIONS

1. Dans la présente politique, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

« **formalité administrative** » : obligation de nature législative ou réglementaire comportant des procédures ou des démarches auprès du gouvernement. Aux fins de la présente politique, les formalités administratives sont les suivantes :

- a) les permis et les autres autorisations;
- b) les enregistrements;
- c) les rapports et les autres formalités de même nature (par exemple, les bilans, les déclarations, etc.);
- d) les registres;

« **formulaire** » : document par lequel le gouvernement recueille de l'information aux fins de l'application d'une formalité administrative;

« **nouvelle formalité administrative** » : formalité créée pour la première fois;

« **règle** » : droit, obligation ou interdiction de nature législative ou réglementaire, principe à caractère général et impersonnel qui détermine la ligne de conduite ou le modèle à suivre dans un cas déterminé.

OBJET

2. Tout en permettant à l'État de réaliser sa mission, la présente politique vise à s'assurer que les coûts pour les entreprises liés à l'adoption de règles sont réduits à l'essentiel et que le fardeau cumulatif de ces règles ne constitue pas un frein au développement des entreprises.
3. Aux fins de la présente politique, les formes d'entreprise suivantes sont considérées :
 - a) une entreprise individuelle ou un travailleur autonome;
 - b) une société de personnes;
 - c) une société par actions;
 - d) une coopérative ou une mutuelle;
 - e) un organisme à but non lucratif qui exerce ses activités dans le secteur marchand (entreprise d'économie sociale);
 - f) une fiducie qui exploite une entreprise à caractère commercial.
4. Les coûts pour les entreprises incluent :
 - a) les coûts directs liés à la conformité aux règles, notamment les dépenses en capital;
 - b) les coûts liés aux formalités administratives;
 - c) les manques à gagner, tels que la diminution du chiffre d'affaires.

CHAMP D'APPLICATION

5. La présente politique vise les règles ayant des impacts sur les entreprises ou qui concernent les entreprises et s'applique, dans la mesure qui y est prévue :
 - a) aux projets et aux avant-projets de loi;
 - b) aux projets de règlement;
 - c) aux projets d'orientation, de politique ou de plan d'action dont devraient découler des projets de loi ou de règlement;
 - d) aux lois et règlements déjà en vigueur.

Toutefois, elle ne s'applique pas à la législation ni à la réglementation fiscales ni aux dispositions qui prévoient des frais, des honoraires ou d'autres droits payables au gouvernement, sauf en ce qui a trait aux formalités administratives qui peuvent accompagner ces lois, règlements et dispositions.

FONDEMENTS

6. Les règles de tout projet soumis au Conseil exécutif doivent être élaborées en s'inspirant des fondements suivants :
 - a) les règles doivent être nécessaires;
 - b) les coûts pour les entreprises doivent être minimisés;

- c) les règles doivent être simples;
- d) les règles doivent être facilement applicables par les entreprises visées et le gouvernement.

PRINCIPES DE BONNE RÉGLEMENTATION

7. Les règles de tout projet soumis au Conseil exécutif doivent être élaborées en s'inspirant des principes suivants :
- a) elles doivent répondre à un besoin clairement défini;
 - b) elles sont élaborées et mises en œuvre de manière transparente, c'est-à-dire en consultant les parties prenantes;
 - c) elles sont conçues de manière à restreindre le moins possible le commerce;
 - d) elles sont fondées sur une évaluation des risques, des coûts et des avantages et sont conçues pour réduire au minimum les répercussions sur une économie de marché équitable, concurrentielle et innovatrice;
 - e) elles réduisent au minimum les différences et les duplications inutiles, s'il y a lieu, par rapport aux règles des autres gouvernements de même que celles des ministères et organismes;
 - f) elles doivent être axées sur les résultats, s'il y a lieu et dans la mesure du possible;
 - g) elles doivent être adoptées en temps opportun et révisées régulièrement et, le plus possible, être abolies si les besoins pour lesquels elles ont été adoptées n'existent plus;
 - h) elles doivent être publiées et rédigées dans un langage qui peut facilement être compris par le public.

EXIGENCES DU « UN POUR UN »

8. Tout ministère ou organisme visé (voir la liste à l'annexe 1) qui propose l'adoption d'une nouvelle formalité administrative doit, au même moment ou à l'intérieur d'un délai de 12 mois, proposer d'abolir une formalité administrative existante dont le coût pour les entreprises est équivalent.
9. Si le coût de la nouvelle formalité administrative dont l'adoption est proposée est supérieur au coût de la formalité administrative dont l'abolition est proposée, le ministère ou l'organisme doit chercher à diminuer le coût des autres formalités administratives sous sa responsabilité afin de compenser entièrement le coût de la nouvelle formalité administrative, et ainsi assurer la stabilité du coût des formalités administratives sous sa responsabilité, en l'absence d'objectif spécifique à atteindre.
10. Toutefois, l'exigence du « un pour un » ne s'applique pas si de nouvelles formalités doivent être créées dans les situations suivantes :
- a) l'adoption de nouvelles règles rendues nécessaires en raison de l'émergence de nouvelles problématiques socio-économiques ou environnementales, de nouvelles technologies, de nouveaux problèmes de santé publique, de nouveaux problèmes de santé et sécurité du travail, de nouveaux secteurs d'activité économique ou de l'adoption ou de modifications de règles par d'autres gouvernements;
 - b) l'adoption de règles qui visent à donner suite à des engagements internationaux ou à des engagements en matière d'harmonisation avec d'autres gouvernements;
 - c) l'adoption de règles afin de pallier à des situations urgentes et de permettre d'assurer la santé et la sécurité publiques de même que la protection de l'environnement;

- d) l'adoption de règles qui visent à lutter contre l'évasion fiscale;
- e) l'adoption de règles à la suite de la demande des entreprises d'un secteur d'activité économique.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

- 11. Le fardeau qui découle des règles doit convenir à la taille des entreprises et être modulé pour tenir compte du fait qu'afin de l'assumer, les petites et moyennes entreprises (PME) disposent de ressources limitées. La modulation peut notamment prendre la forme d'une exemption totale, partielle ou temporelle, d'une simplification des règles ou d'une adaptation de l'information pour les PME.
- 12. L'absence de dispositions spécifiques aux PME doit être justifiée par le ministère ou l'organisme concerné.

COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

- 13. Les règles doivent préserver la compétitivité des entreprises et ne devraient pas être plus contraignantes que celles des principaux partenaires commerciaux du Québec, notamment, les autres provinces et territoires canadiens et les États américains limitrophes.

COOPÉRATION ET HARMONISATION RÉGLEMENTAIRES

- 14. Les effets de tout projet visé par la présente politique qui peut avoir des répercussions importantes sur la libre circulation des personnes, des biens, des services ou des investissements entre le Québec et l'Ontario et, le cas échéant, avec les autres partenaires commerciaux doivent être analysés.
- 15. Pour autant qu'il soit possible de le faire, les règles de tout projet visé par la présente politique doivent contribuer à réduire et à éliminer les obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des investissements entre le Québec et l'Ontario et, le cas échéant, entre le Québec et les autres partenaires commerciaux. Les moyens utilisés à cette fin peuvent prendre la forme d'une harmonisation des règles, d'un accord de reconnaissance mutuelle ou de tout autre moyen jugé approprié. L'absence de tels moyens doit être justifiée par le ministère ou l'organisme concerné.

ANALYSE D'IMPACT RÉGLEMENTAIRE

- 16. Tout projet visé par la présente politique doit être accompagné d'une analyse d'impact réglementaire lorsqu'il est soumis au Conseil exécutif.

Le caractère général d'un projet d'orientation, de politique ou de plan d'action, ainsi que d'un projet ou d'un avant-projet de loi soumis au Conseil exécutif ne dispense pas le ministère ou l'organisme concerné de chercher à établir l'essentiel des coûts, des économies, des avantages et des inconvénients sur la base des scénarios réglementaires les plus réalistes possibles dans les circonstances.

- 17. Tout ministère ou organisme concerné doit, pour autant qu'il soit possible de le faire, consulter les parties prenantes afin d'établir les hypothèses de coûts ou d'économies qui servent à élaborer l'analyse d'impact réglementaire, notamment les entreprises et les intervenants des secteurs d'activité économique concernés ou les associations d'affaires qui sont membres du Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif. À défaut, l'absence de consultations doit être justifiée par le ministère ou l'organisme concerné.
- 18. L'analyse d'impact réglementaire doit :

- a) démontrer qu'il existe une situation problématique, décrire l'ampleur qu'elle revêt pour les clientèles visées et signaler les insuffisances du droit existant pour la résoudre; démontrer que pour corriger cette situation, des solutions non législatives ou réglementaires, tels l'information, l'éducation ou l'usage d'instruments économiques, ont été envisagées au même titre que la solution projetée. Le cas échéant, l'analyse doit expliquer et documenter les motifs de leur rejet;
- b) décrire la solution projetée. Indiquer les objectifs à atteindre et en quoi la solution projetée est en lien avec la problématique;
- c) décrire les secteurs touchés (nombre d'entreprises [PME et grandes entreprises], nombre d'employés, production annuelle, part du secteur dans le produit intérieur brut de l'économie du Québec et autres éléments pertinents);
- d) analyser les coûts ou les économies pour les entreprises :
 - **projets d'orientation, de politique ou de plan d'action et avant-projets de loi** : estimer, dans la mesure du possible, les coûts ou les économies. À défaut, une analyse qualitative des coûts ou des économies potentiels doit être réalisée;
 - **projets de loi ou de règlement** : quantifier, obligatoirement, les coûts ou les économies de la solution projetée et démontrer que les coûts ont été réduits au strict nécessaire. Présenter la liste des parties prenantes consultées afin d'établir les hypothèses de coûts ou d'économies, notamment les entreprises et les intervenants des secteurs d'activité économique concernés ou les associations d'affaires qui sont membres du Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif. À défaut, l'analyse doit faire état des motifs qui justifient l'absence de consultation par le ministère ou organisme concerné;
- e) réaliser une appréciation de l'impact anticipé sur l'emploi. À cet égard, la grille d'appréciation de l'impact sur l'emploi prévue à cette fin doit être remplie (voir à l'annexe 2). Pour un impact anticipé de 500 emplois ou plus, une analyse approfondie de l'impact sur l'emploi doit être réalisée. Dans le cas de projets d'orientation, de politique, de plan d'action ou d'avant-projets de loi, à défaut d'être en mesure de compléter la grille d'appréciation de l'impact sur l'emploi, une analyse qualitative de l'impact sur l'emploi doit être réalisée;
- f) faire ressortir dans quelle mesure les règles ont été formulées en respectant les principes de bonne réglementation et les fondements de la présente politique;
- g) décrire les autres avantages, bénéfices et inconvénients de la solution projetée;
- h) faire état des moyens utilisés pour adapter le fardeau des règles de la solution projetée à la taille des entreprises. Dans le cas contraire, l'analyse doit présenter les motifs qui justifient l'absence de dispositions propres aux PME;
- i) réaliser une analyse comparative des règles avec celles des principaux partenaires commerciaux du Québec. Lorsque cela est applicable, l'analyse doit décrire les mesures qui ont été prises afin d'harmoniser les règles du Québec et de l'Ontario et, le cas échéant, des autres partenaires commerciaux ou faire état des mesures connexes ou substituts (ex. : accords de reconnaissance mutuelle). À défaut, l'absence de dispositions particulières en ce qui concerne la coopération et l'harmonisation réglementaires doit être justifiée;
- j) décrire, le cas échéant, les mesures d'accompagnement qui aideront les entreprises à se conformer aux nouvelles règles. Ces mesures peuvent, par exemple, prendre la forme de notes d'information, de guides d'application ou d'accès à des personnes ressources.

PUBLICATION DES ANALYSES D'IMPACT RÉGLEMENTAIRE

19. Tout ministère ou organisme doit publier et rendre accessibles, sur son site Web, les analyses d'impact réglementaire de tout projet ou avant-projet visé par la présente politique, et ce, au moment de la publication des projets ou des avant-projets de loi, des projets de règlement de même que des projets d'orientation, de politique ou de plan d'action.

PUBLICATION D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

20. L'avis de publication d'un projet de règlement qui est visé par la présente politique et publié dans la *Gazette officielle du Québec* conformément à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) doit, en outre de ce qui est prévu à cet article, indiquer :
- a) son objet ou le problème à résoudre;
 - b) ses répercussions sur les citoyens et les entreprises, en particulier les PME;
 - c) le nom d'une personne qui peut être jointe pour obtenir plus d'information au sujet du projet.

PUBLICATION D'UN NOUVEAU FORMULAIRE

21. Tout ministère ou organisme doit publier au préalable, sur son site Web, tout projet de nouveau formulaire pour une période de 30 jours afin de recueillir les commentaires des intervenants dans les secteurs d'activité économique concernés. Si le formulaire fait partie d'un projet de règlement, la période de consultation peut être harmonisée avec celle du projet de règlement. L'exigence de publication d'un nouveau formulaire ne s'applique pas aux formulaires de nature fiscale.

MISE EN ŒUVRE

22. Les ministères et organismes sont les premiers responsables de la mise en œuvre de la présente politique.
23. Le Secrétariat du Comité ministériel de l'économie, de la création d'emplois et du développement durable et le Secrétariat du Comité ministériel du développement social, éducatif et culturel doivent, dans l'exercice de leurs rôles respectifs, veiller à l'application de la présente politique par les ministères et organismes.
24. Le Bureau de la gouvernance et de la coopération réglementaires du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation doit s'assurer du respect et de la mise en œuvre de la présente politique et conseiller les ministères et organismes dans l'application de la présente politique. Afin d'aider les ministères et organismes à se conformer à la présente politique et à réaliser les analyses d'impact réglementaire requises, le Bureau élabore, tient à jour et diffuse les guides ou tout autre instrument approprié. Au besoin, il organise des sessions de formation et offre l'accompagnement nécessaire.

CHEMINEMENT D'UN PROJET

25. Tout projet reçu au Secrétariat du Conseil exécutif qui ne respecte pas la présente politique ne peut être présenté au Conseil exécutif.
26. Afin d'appuyer le processus décisionnel du Conseil exécutif, un mémoire au Conseil exécutif doit renvoyer, sous les rubriques appropriées, aux informations contenues dans l'analyse d'impact réglementaire.

REDDITION DE COMPTES

27. Les ministères et organismes responsables de l'élaboration des règles qui ont des impacts sur les entreprises ou qui concernent les entreprises doivent se doter d'un mécanisme de révision de ces règles.
28. Tout ministère ou organisme doit rendre publics, sur une base triennale, sur son site Web, ses engagements en matière de réglementation intelligente ou d'allègement réglementaire et administratif ou encore dans tout autre domaine connexe, y compris le mécanisme de révision des règles à l'égard des entreprises.
29. Le rapport de gestion de tout ministère ou organisme doit rendre compte annuellement de ses réalisations dans ces domaines, y compris, le cas échéant, les résultats atteints en ce qui a trait à tout objectif gouvernemental, notamment les objectifs de réduction du fardeau réglementaire et administratif, tout exercice de révision des règles de même que les résultats en lien avec l'exigence du « un pour un ».
30. Le ministre responsable de la présente politique est chargé de produire annuellement au Conseil exécutif un rapport sur la mise en œuvre et le suivi de la présente politique et des différentes mesures gouvernementales en matière de réglementation intelligente, d'allègement réglementaire et administratif et de tout autre domaine connexe de même qu'en matière de coopération réglementaire avec les autres gouvernements.

ANNEXE 1

LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS PAR L'OBJECTIF GOUVERNEMENTAL DE RÉDUCTION DU COÛT DES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES ET L'EXIGENCE DU «UN POUR UN»

- Autorité des marchés financiers
- Commission de la construction du Québec
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (volet « santé et sécurité au travail »)
- Commission des transports du Québec
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère de la Culture et des Communications (formalités administratives qui relevaient antérieurement de la Régie du cinéma)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Ministère de la Famille
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Commission des partenaires du marché du travail)
- Office de la protection du consommateur
- Régie des alcools, des courses et des jeux
- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
- Régie du bâtiment du Québec
- Registraire des entreprises du Québec
- Revenu Québec
- Société de l'assurance automobile du Québec

ANNEXE 2

GRILLE D'APPRÉCIATION DE L'IMPACT SUR L'EMPLOI

✓	Appréciation	Nombre d'emplois touchés
Impact favorable sur l'emploi (création nette globale d'emplois au cours des 3 à 5 prochaines années pour le ou les secteurs touchés)		
		500 et plus
		De 100 à 499
		De 1 à 99
Aucun impact		
		0
Impact défavorable (perte nette globale d'emplois au cours des 3 à 5 prochaines années pour le ou les secteurs touchés)		
		De 1 à 99
		De 100 à 499
		500 et plus
Analyse et commentaires :		